

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

**I F** Boite Postale 134, Paris-20<sup>e</sup>  
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES  
MARXISTE-LÉNINISTE  
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS  
ET INTELLECTUELS

1<sup>re</sup> ANNEE N° 18  
JEUDI 26 JUIN 1969

« Pour faire la révolution, il faut qu'il y ait un parti révolutionnaire. Sans un parti révolutionnaire, sans un parti fondé sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste et le style révolutionnaire marxiste-léniniste, il est impossible de conduire la classe ouvrière et les grandes masses populaires à la victoire dans leur lutte contre l'impérialisme et ses valets. »

*Nos tâches immédiates :*

## SAVOIR GAGNER LES MASSES, développer nos efforts sur le plan idéologique

Dès 1920, Lénine pouvait écrire : « Les menchéviks d'Occident se sont bien plus solidement « incrustés » dans les syndicats, et une « aristocratie ouvrière » corporative, étroite, égoïste, sans entrailles, cupide, philistine, d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme, y est apparue bien plus puissante que chez nous. Cela est indiscutable. La lutte contre les Gompers, contre MM. Jouhaux, Henderson, Merrheim, Legien et Cie en Europe occidentale, est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos menchéviks qui représentent un type politique et social parfaitement analogue. Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré ; dans les différents pays et dans des conditions diverses, ce « certain degré » n'est pas le même et seuls les dirigeants politiques du prolétariat, réfléchis, expérimentés et compétents, peuvent le déterminer exactement dans chaque pays. »

Ces lignes n'ont pas vieilli près d'un demi-siècle après leur rédaction. Il suffit aujourd'hui de remplacer les noms de Jouhaux et Cie par ceux de Ségué, Descamp, Bergeron, Krasucki et même Frachon pour actualiser le développement de Lénine.

Sans tenir le moindre compte des enseignements historiques du récent scrutin pour la désignation d'un Président de la République au service des monopoles capitalistes, la C.G.T., dominée par ses « incorrigibles leaders de l'opportunisme » vient de relancer sa tactique mystificatrice du « front syndical commun », tout comme les dirigeants révisionnistes du P. « C. » F., loin de tirer les conséquences de la faillite de leur politique vis-à-vis de la S.F.I.O., relancent leur fallacieuse ligne « d'unité de la gauche » et de « programme commun ».

D'aucun pourrait s'étonner de cette persévérance dans l'erreur en constatant les défaites successives interminables, d'année en année, du Parti de Waldeck Rochet, qui ose s'affirmer du Parti « de la classe ouvrière ». Mais n'est-il pas temps de comprendre qu'il s'agit purement et simplement d'une politique délibérée, voulue, calculée, évaluée en fonction des positions fondamentales du révisionnisme moderne, qui tournent le dos à la lutte de classes, à la lutte révolutionnaire, à l'idéologie prolétarienne ? Leur impudence vis-à-vis des militants de base ne les

sauvera pas : Seguy, Duclos, Rochet sont devenus des traîtres au communisme, c'est là une réalité objective, même si le nombre de travailleurs honnêtes, sincères, convaincus et attachés aux souvenirs de grands combats passés s'en trouvent bouleversés et complètement désorientés provisoirement. Nous vivons un phénomène comparable à celui de la dégénérescence générale de la 2<sup>e</sup> Internationale, qui sombra presque en totalité en 1914 dans la collaboration avec les chefs des différentes bourgeoisies nationales impérialistes. Seuls Lénine et les Bolchéviks en Russie, Dimitrov et certains sociaux-démocrates en Bulgarie, tout à fait minoritaires au début, surent maintenir dans une juste ligne révolutionnaire leurs Partis, et les conduire à la révolution prolétarienne. L'aspect tactique qui doit retenir par priorité tous nos efforts dans la période actuelle concerne la nécessité « d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne ». La question de la révolution est certes posée, mais sa solution n'interviendra jamais tant que cette tâche préalable ne sera pas elle-même réglée. Pour l'aborder de manière efficace, il est indispensable d'étudier et d'assimiler correctement la pensée de Mao Tsé-toung, en nous efforçant d'en appliquer les enseignements et principes aux conditions spécifiques qui sont les nôtres.

« Pour renverser un pouvoir politique, on commence toujours par préparer l'opinion publique et par faire un travail idéologique. Ce qui est vrai aussi bien pour une classe révolutionnaire que pour une classe contre-révolutionnaire ».

« Ces paroles du Président Mao frappèrent au point vulnérable la clique révisionniste contre-révolutionnaire de Liou Chao-chi », nous rappelle le vice-président Lin Piao dans son rapport au 9<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Chinois.

Sans nul doute en est-il de même pour ce qui concerne la clique des dirigeants révisionnistes français.

Pour « préparer l'opinion publique », doit-on agir avec brutalité, sans explications systématiques et persévérantes, croit-on convaincre les masses par l'exercice de la violence à leur égard, peut-on gagner la classe ouvrière de l'extérieur de ses propres rangs par des manifestations spectaculaires non préparées en accord avec son avant-garde, avec ses militants d'avant-garde les plus clairvoyants ? L'échec final du printemps révolutionnaire de 1968 nous paraît significatif à cet égard, dans la mesure relative où les chefs révisionnistes sont encore parvenus à disjoindre globalement le mouvement étudiant et la classe ouvrière. (Suite page 7)

## 1<sup>ère</sup> VICTOIRE

contre une tentative d'expulsion, mais les masses doivent mettre en échec cette nouvelle mesure arbitraire de l'impérialisme français

Le 14 juin, un étudiant Libanais bien connu pour ses opinions politiques progressistes reçoit un arrêté d'expulsion du ministère de l'Intérieur. Marcellin prouve, une fois de plus, qu'il est prêt à tout pour « protéger l'ordre public ». Ce camarade est accusé, sans aucune preuve, « d'activités susceptibles de porter atteinte à l'ordre public ». La décision est arbitraire à 100 %.

De plus, la veulerie de la bourgeoisie au pouvoir apparaît clairement dans les méthodes employées :

1. L'arrêté est envoyé un samedi, et le camarade doit quitter le territoire français sous trois jours, c'est à dire qu'il ne peut effectuer aucune démarche le samedi et dimanche.

2. L'arrêté est envoyé en pleine période d'examens. Le camarade ne peut donc pas terminer ses examens, il perdra donc une année d'études. Cela tend également, vu la période, à empêcher toutes mobilisations des étudiants français et étrangers pour contrer cette mesure arbitraire.

3. Le ministère de l'Intérieur refuse toute justification de la mesure d'expulsion.

A ajouter à cela les mesquineries de l'administration de la Cité Universitaire où résidait cet étudiant : celle-ci a coupé quatre communications téléphoniques venant de Paris quand elle a su que ces communications concernaient l'expulsion.

Pourquoi cette expulsion ?

— Certes elle n'est pas la première, elle prend place dans la politique xénophobe de la bourgeoisie monopoliste depuis mai qui a expulsé nombre d'étudiants ou ouvriers étrangers, en les livrant, la plupart du temps, à leur pays d'origine quand un régime réactionnaire y est en place.

— Elle prend également place dans la politique de collusion du gouvernement français avec tous les régimes réactionnaires d'Europe et du Proche-Orient. Pour satisfaire ses visées impérialistes et acquérir des avantages économiques (recherche d'avantages sur le pétrole du Moyen-Orient par exemple), la bourgeoisie française n'hésite pas à livrer étudiants et ouvriers révolutionnaires aux régimes fantoches qui oppriment leurs peuples.

— Elle prend place dans la politique de répression systématique par les pays impérialistes et fascistes contre les forces montantes de la révolution et en particulier contre la jeunesse étudiante révolutionnaire : les nombreuses et héroïques actions de tous les étudiants du monde arabe depuis mai 1968 en sont la preuve : que ce soit les grèves et occupations des étudiants Turcs en juillet 1968, que ce soit les manifestations politiques et la lutte armée des étudiants Palestiniens contre le sionisme et l'impérialisme américain, que ce soit au Liban où les étudiants et les ouvriers ont infligés de rudes coups en avril 1969 au régime réactionnaire fantoche de Karamé.

Cette expulsion prouve deux choses nouvelles :

1. La collusion évidente du gouvernement français et libanais, car elle fait suite à l'occupation par l'UGELF de l'ambassade du Liban pour protester contre la féroce répression du peuple libanais par Karamé et sa clique en avril 1969. Pour renforcer son implantation de capitaux au Liban (dans les stations balnéaires, les grands magasins, les banques) et faire du Liban un pays néo-colonisé sous l'obédience de la France, la bourgeoisie monopoliste française n'hésite plus à satisfaire les désirs du gouvernement libanais et en particulier de son ambassadeur en France qui cherchent à tous prix à se débarrasser de tous les contestataires de leur régime. L'ambassadeur a demandé l'expulsion, Marcellin l'a réalisée.

2. La bourgeoisie monopoliste française complice n'hésite plus à s'attaquer, plus qu'à une personne, mais au secrétaire général d'une association légale d'étudiants reconnue par la loi française. C'est là un viol manifeste des plus élémentaires libertés démocratiques qui sont le fait de régimes fascistes (Grèce, Espagne), ou en voie de fascisation (France).

(suite page 4)



CONTRE LA RÉACTION  
UNE SEULE SOLUTION  
LA LUTTE !

DANS CE NUMÉRO :

une  
étude  
sur  
L'ALBANIE

VOIR PAGE 5

Aujourd'hui, ce n'est pas l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction qui décident du sort du monde, mais le prolétariat et les peuples révolutionnaires.

LIN PIAO,  
Rapport au 9<sup>e</sup> Congrès du P.C.C.

**BASTIONS SOCIALISTES**

• **CHINE.** — Les ouvriers de l'industrie légère de Shanghai ont donné un nouvel essor à la révolution et la production. Grâce à des enquêtes et des stages où est appliquée la pensée de Mao Tse-toung, la production d'avril-mai 1969 est de 24% supérieure à celle de 1968 (notamment papier, bicyclettes, machines à coudre, montres, articles émaillés, savon, plastiques, etc.), avec de nombreuses améliorations techniques comme la mise au point d'écran de projection de films en plein jour, etc. Comptant également sur leurs propres forces, des paysans révolutionnaires ont réussi l'exploit de transformer 6 600 hectares de terres salines en rizières, le long du Fleuve Jaune et après une lutte acharnée de trois ans.

**ZONE DES TEMPÊTES**

- **VIET-NAM.** — Toutes les nuits les Forces Armées Populaires de Libération pilonnent des bases américaines (citons : Ben Het, Tansou Hut, Dakto, Bien Hoa...). Des quartiers généraux dans Saigon ont également été atteints et un fanotche saïgonnais d'origine chinoise abattu. Les B52 américains déversent plus que jamais leurs cargaisons criminelles de napalm, défoliants et bombes, mais toutes les « opérations » U.S. terrestres échouent lamentablement (celles de la région de Tay Ninh par exemple).
- **LAOS.** — 8 avions U.S. ont été abattus en mai et des centaines de soldats ennemis mis hors de combat. Attaques surprises et pilonnages contre des positions retranchées ennemies se multiplient en ce moment.
- **PALESTINE.** — Du 1<sup>er</sup> au 10 juin, 300 agresseurs israéliens ont été tués ou blessés au cours de 60 attaques, vient de déclarer à Damas le commandement de la lutte armée palestinienne. De nombreuses mines ou plastiquages ont eu lieu contre des locaux israéliens notamment à Romat, Hogolan, Hébron, Romena, ainsi que des pilonnages à partir des bases jordaniennes, et des actions de commandos de l'armée égyptienne dans la zone du canal.
- **MOZAMBIQUE.** — Le bilan de violentes attaques lancées (pendant 2 mois) par les forces armées patriotiques, dans la province du Têt, au nord-ouest, est d'une centaine de soldats coloniaux portugais tués ou blessés, et de 8 véhicules détruits.
- Raccourci de 10 à 6 jours et de 5 à 3 pays (Brésil, Paraguay et Uruguay), LA 3<sup>e</sup> TOURNEE DE ROCKEFELLER EN AMERIQUE LATINE SE TERMINE EN FIASCO, grâce aux innombrables actions anti-impérialistes des peuples latino-américains, dont la colère a même obligé leurs dirigeants, réactionnaires et affolés, à se montrer très sévères envers leur maître yankee (« critiques » des présidents du Brésil et d'Argentine, par exemple). Au Brésil, Paraguay et Uruguay où est passé Rockefeller « comme un rat traverse une rue », d'imposants quadrillages militaires, des centaines d'arrestations préventives et les cortèges blindés et protégés par hélicoptère pour Rockefeller, n'ont pu étouffer les mouvements de masse anti-impérialistes. Le courtier

de l'impérialisme yankee a même dû renoncer à venir à Montevideo où des commandos ont détruits plusieurs sièges de sociétés américaines dont la « General Motors ».

- Cette mobilisation populaire sauvagement réprimée partout, gagne les pays où Rockefeller doit aller prochainement. A Saint-Domingue, un commando attaque « Esso » et en Argentine, les syndicats décident d'une nouvelle grève à l'occasion de sa visite. Rockefeller n'a fait qu'attiser les luttes de masses en cours.
- **URUGUAY.** — La grève générale entraîne de nouveaux heurts violents entre manifestants étudiants et forces de répression, qui ont fermé l'université.
- **ARGENTINE.** — Un gouverneur militaire et des troupes parachutistes ne peuvent empêcher ni le succès total de la grève générale de Cordoba, ni des manifestations violentes (2 étudiants blessés par balles), ni des barricades. Grève universitaire de solidarité à Tucuman. A Rosario ont eu lieu plusieurs manifestations, sur le lieu où, il y a un mois, la police fit la première victime, contre l'ambassade américaine, et contre un défilé militaire présidé par le fasciste Onganía (10 blessés). Les syndicats refusent toute discussion tant que tous les détenus ne seront pas libérés. En solidarité avec la classe ouvrière argentine, le syndicat chrétien d'Amérique latine lance un mot d'ordre de grève pour le 9 juillet, jour de la Fête nationale argentine, pour tout le continent.

**PAYS CAPITALISTES**

- **ETATS-UNIS.** — A Sacramento, 200 policiers fascistes assiègent un local des « Panthères Noires ». Ceux-ci résistent 6 heures et blessent 14 assaillants avant que quelques-uns soient arrêtés. Une grève des officiers de la marine marchande bloque 600 navires américains.
- **JAPON.** — Plus de 35 000 jeunes manifestent à Tokyo à l'occasion du IX<sup>e</sup> anniversaire du honteux traité de « sécurité » américano-japonais.
- **ESPAGNE.** — Dans les Asturies, courageuses grèves contre le refus du patronat de payer une pension à des veuves de mineurs morts au travail, et contre le licenciement de syndicalistes. A Séville, où apparaissent des drapeaux rouges, des tracts sont distribués contre la politique du logement.
- **TURQUIE.** — A Izmir, les autorités ferment l'université à la suite du boycott des examens par des étudiants.
- **GRECE.** — 350 journalistes protestent publiquement contre la censure fasciste, aux cris de « A bas la junte ! ».
- **ALLEMAGNE.** — Les grèves universitaires de Nuremberg et Wuerzburg touchent 35 000 étudiants. Dans 7 villes universitaires, étudiants allemands et arabes développent une grande propagande anti-sioniste, et à Hambourg, ils empêchent l'ambassadeur d'Israël de parler dans une conférence.
- **ITALIE.** — Plus de 8 000 étudiants et ouvriers manifestent à Milan devant le tribunal en train de juger arbitrairement 5 étudiants et 2 ouvriers, et devant la prison où sont détenus 10 étudiants et 1 ouvrier. Plusieurs débrayages ont eu lieu à Milan, en signe de solidarité.

Une semaine de luttes dans le Monde et en France

**PROLONGEMENT DES GREVES**

- **DUCELLIER A GROSMEUIL (Haute-Loire)** (1 500 salariés), à **SAINTE-FLORINE (Haute-Loire)** (1 300 salariés), à **ISSOIRE (Puy-de-Dôme)** (1 700 salariés) : La lutte se poursuit contre l'arbitraire patronal. Débrayage de solidarité aux usines Cégédur et Forgeal à Issoire, ainsi que chez Wassner.
- **PAPETERIES DE FRANCE A ALFORTVILLE (Val-de-Marne)** : Les travailleurs continuent leur lutte par des débrayages contre la fermeture de l'usine prévue pour le 31 juillet.
- **ENTREPRISE ENTRACOMET** (construction métallurgique) à **BASSE-YULZ** depuis 16 jours les ouvriers sont en grève, un piquet de grève a été mis en place le 4 juin. Sept ouvriers ont été assignés devant le tribunal de grande instance pour entrave à la liberté du travail, autrement dit la liberté d'être exploité.
- **ORLY** : les agents de la navigation poursuivent leur lutte contre les sanctions infligées aux grévistes du 11 mars. Ils réclament également de meilleurs salaires et conditions de travail, de véritables libertés syndicales.
- **SIDERURGIE DE NEUVES-MAISONS** : les travailleurs de la cokerie sont en grève depuis le 6 juin pour les salaires.
- **SACILOR A GRANDANGE** : les ouvriers sont en grève et réclament l'alignement de leurs salaires sur ceux pratiqués à la Sollac à Serémange.
- **LILLE** : plus de 2 000 étudiants en médecine, réunis en assemblée générale, décident la poursuite du mouvement de grève déclenché la semaine dernière, contre les avant-projets de réforme des études médicales.

**LUNDI 16**

- **ERICSSON A SAINT-NICOLAS D'ALIERMONT (Seine-Maritime)**, usine de construction de matériel téléphonique : 550 travailleurs sont en grève contre un nouvel horaire qui entraîne une perte de salaire.
- **ROBERT BOSCH A MASSY-PALAISEAU** : le personnel se met en grève contre le licenciement de 45 ouvriers.
- **ETOILE DANS LA DROME** : pour s'opposer à un contrôle fiscal, plusieurs centaines de petits commerçants, artisans se mobilisent. Les agents du fisc, devant cette action ne se présentent pas.

**MARDI 17**

- **ETABLISSEMENT BAMBI A CREST (Drôme)** : les ouvriers unanimes décident la grève avec occupation des locaux. Cet établissement doit être fermé à la fin du mois.
- **LEDOYEN, RESTAURANT A PARIS** : débrayage du personnel contre les mauvaises conditions de travail.
- **ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARTS ET METIERS DE PARIS** : plus de 300 élèves de 4<sup>e</sup> année protestent contre l'attitude de l'un de leurs professeurs, M. Chaussin, qui a tenu des paroles grossières à l'égard d'un élève de nationalité gabonaise.

**MERCREDI 18**

- **CENTRE UNIVERSITAIRE DE VINCENNES** : boycott actif des élections bourgeoises, de participation-répression par les étudiants révolutionnaires. La section du Syndicat National de l'Enseignement préconisait le boycottage. Les urnes ont été détruites et jetées dans le bassin central de la faculté. Les révisionnistes du groupuscule « U.N.E.F.-Renouveau », laquais de la bourgeoisie ont été conspués aux cris de « A bas les socialistes ».
- **ENTREPRISE BELLOCO, usine de chaussures de SAINT-VINCENT DE TYROSSE (Landes)** : 270 salariés pour la plupart des femmes sont menacés de licenciements, l'usine devant fermer dans 3 mois.
- **ROBBE A DIEPPE (Seine-Maritime)**, usine de fabrication d'huile de colza : les travailleurs décident la grève pour leurs salaires (application de l'accord national des industries chimiques).
- **ENTREPRISES DE GIVORS** : débrayages dans les entreprises contre le licenciement de 400 travailleurs des usines Fives-Lille-Cail et Prost qui doivent fermer à la fin de l'année.
- **FACULTE DES SCIENCES DE PARIS** : les étudiants ayant réclamé l'arrêt des procédures et des poursuites engagées contre les étudiants et enseignants, une soixantaine d'étudiants et assistants, sont venus s'installer dans l'amphithéâtre où se tenait une séance des professeurs, dont les portes étaient ouvertes. M. Zamsky, doyen de la faculté a levé aussitôt la séance, ne voulant pas que ceux-ci participent à la discussion des examens et de la rentrée. Cela montre le bluff de la réforme Faure.

**JEUDI 19**

- **SOCIETE DES ACIERS FINS DE L'EST (S.A.F.E.) A HAGONDAGE (Moselle)** : 65 ouvriers du laminier SJ sont en grève.
- **NORD-AVIATION A CHATILLON** : débrayage des travailleurs contre la suppression d'avantage acquis et l'instauration d'un pointage matin et soir.
- **S.E.R.P.I. A REDON (relais téléphone)** : débrayage pour les salaires.
- **S.I.P.A. A SURESNES** : manifestation des travailleurs dans les rues de la ville contre la fermeture de l'usine, contre les licenciements.
- **TEXTILE A ELBŒUF** : débrayage contre le licenciement de 400 ouvriers.

**VENDREDI 20**

- **LE PROFIL AUX MUREAUX (Yvelines)** : 98% des 700 ouvriers, employés et maîtrise sont en grève pour une amélioration de salaire, pour une plus juste classification de leurs emplois, pour une prime de vacances. C'est une des entreprises de la région ayant les plus bas salaires. La direction a fait appel à des travailleurs intérimaires, qui se sont solidarisés avec leurs frères de classe, refusant de faire le sale boulot de briseurs de grève.
- **MICHELIN A LA CHAPELLE-SAINT-LUC (Aube)** : grève de 200 ouvriers pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail.
- **IMPRIMERIE GASTON MAILLET A SAINT-OUEN** : devant le refus de la direction de toute augmentation de salaire, les travailleurs décident un débrayage journalier de une heure jusqu'à satisfaction de leurs revendications. C'est une des entreprises de la place de Paris qui a les plus bas salaires.

**SOUSCRIPTION NATIONALE**

Total des listes précédentes		20 838 F,80			
Mlle C.	Le Puy	45 F,—	Deux instituteurs	Oise	50 F,—
J. H.	Chaville	8 F,—	Anonyme (G. C.)	Paris	60 F,—
U. ST.	Toulouse	155 F,—	Collecte à mariage		
G. L.	Coudekerque	20 F,—	de deux sympathisants H.R.		140 F,—
C. O.	Périgueux	15 F,—	C.D.H.R.	Tucquenieux-Trieux	10 F,—
Un lecteur ouvrier	Grenoble	20 F,—	C.D.H.R. Eugène		
Anonyme	Banlieue Nord	100 F,—	Varlin	Paris	150 F,—
C.D.H.R. N. Béthune	Paris	60 F,—	Cercle H.R.	Colombes	120 F,—
C.D.H.R.	Toulouse	46 F,—	Cercle H.R.	Montpellier	100 F,—
C.D.H.R.	Rennes	105 F,—	J. N.	Châteaulin	20 F,—
C.D.H.R.	Nice	100 F,—			
			Total général		22 162 F,80

**APRES LE NUMERO SPECIAL (17)**

A la suite de notre appel en direction des C.D.H.R. qui conservaient des dettes à notre égard, nous avons reçu en une seule journée un peu plus d'un million d'anciens francs (y compris la souscription permanente). Cependant, certains C.D.H.R. n'ont pas encore régularisé complètement leurs situations et nous insistons à nouveau auprès d'eux pour qu'ils ne tardent plus. Non seulement la survie de notre hebdomadaire dépend de sa diffusion militante et de sa souscription permanente, mais aussi en dépend son amélioration qualitative et quantitative.

En effet, si nous avons pu, la semaine dernière, publier un numéro exceptionnel de seize pages (et non seulement de douze comme nous l'avions annoncé) c'est en raison des recettes enregistrées. N'est-il pas évident que notre hebdomadaire peut vous permettre de mieux répondre aux besoins politiques dès lors que double le nombre de ses pages, de ses colonnes ?

Au surplus, la qualité rédactionnelle a ainsi le moyen de progresser, dans la mesure où des articles, choisis dans l'abondant courrier reçu, sélectionnés sur une base politique et idéologique peuvent enfin être publiés.

Répetons-le : l'Humanité-Rouge n'est pas un journal comme les autres. C'est un journal communiste où peuvent et doivent s'exprimer ses lecteurs et diffuseurs, et plus que tous, les travailleurs, les ouvriers d'avant-garde, auxquels la presse capitaliste et révisionniste n'accorde jamais la parole ! Signalons de ce point de vue que nous déplorons l'insuffisance d'articles « sur le front des luttes ouvrières » dont souffrent nos colonnes. Coupables sont nos correspondants qui ne nous adressent pas systématiquement des informations, des échos, des études sur ce qui se passe dans les usines et toutes les entreprises de leurs régions respectives. Nous réitérons donc notre pressant appel à tous : aidez-nous à enrichir le contenu ouvrier de l'Humanité-Rouge, si vous avez à cœur d'assurer sa mission et son succès en direction de la classe ouvrière !

**10 NUMEROS POUR 5 FRANCS PENDANT LES VACANCES**

Plusieurs C.D.H.R. nous ont fait part de leur légitime inquiétude en ce qui concerne la diffusion de l'« Humanité-Rouge » pendant les mois de juillet, août et septembre. En effet, les mouvements de population, la fermeture des facultés et des usines, la dispersion des militants risquent de faire chuter très sensiblement le nombre des exemplaires vendus. C'est là d'ailleurs un phénomène général qui touche l'ensemble de la presse pendant cette période. Tout doit être fait pour lutter contre la baisse de notre diffusion. Partout où ils se trouveront, nos diffuseurs et lecteurs devront rester en contact avec nous, pour assurer localement l'implantation de nouveaux points de vente. Ceux d'entre eux qui vont s'établir auprès de petits paysans pour participer aux travaux de la campagne devront consacrer des efforts particuliers chaque semaine pour faire connaître l'H.R., et aussi pour nous adresser des échos et articles de nature à intéresser les travailleurs de la campagne exploités et écrasés par le capitalisme monopoliste d'Etat.

Mais dans certains cas, nos diffuseurs ne pourront pas surmonter complètement les difficultés saisonnières. Aussi leur proposons-nous la formule suivante, dont ils peuvent assurer le succès immédiatement :

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre, nous servirons des abonnements de propagande à un tarif particulièrement réduit : 10 numéros (4 en juillet, 2 en août et 4 en septembre) pour 5 francs (de quoi couvrir notre prix de revient et les frais d'expéditions et nous assurer une mince marge).

Ajoutons que nous accepterons ces formes d'abonnements de propagande jusqu'au 15 juillet et en assurerons le service comme précisé sur dix numéros à partir de la souscription. Nous préférons les abonnements souscrits collectivement, mais nous accepterons aussi ceux souscrits individuellement.

Que dès maintenant nos C.D.H.R. nous fassent parvenir rapidement les listes d'abonnés « de vacances et propagande », et versent à notre C.C.P. les montants correspondants.

POURSUIVONS NOS EFFORTS POUR LA DEFENSE DE L'« HUMANITE-ROUGE » !  
GAGNONS LA BATAILLE POLITIQUE DE LA DIFFUSION DE L'« HUMANITE-ROUGE » !

# LA JEUNE GARDE

ORGANE DES COMITÉS DE BASE DE LA THOMSON

Deux mouvements revendicatifs viennent d'échouer dans notre usine. Le mouvement des ponceurs-retoucheurs à la tôlerie ; celui des emballeurs.

Des camarades se sont lancés dans la lutte de toutes leurs forces ; ceci est une victoire. Ils n'ont, dans l'ensemble, rien obtenu, sinon licenciements et mises à pied ; là est l'échec.

Camarades, ne nous décourageons pas ! Vous avez su vous unir, décider ensemble de vos revendications et engager une action résolue : c'est une victoire, la direction en tremble encore.

Nous devons nous efforcer de transformer ces deux échecs en une chose positive pour nous. Tirer les leçons de ces actions :

— pourquoi ces actions justes ont échoué ?

— qui en est responsable ? c'est sortir encore plus forts, plus armés pour engager les prochaines actions (car ne n'est pas fini, M. Bonin, ce n'est au contraire qu'un début) pour que celles-ci soient des victoires totales.

## LA GREVE DES PONCEURS-RETOUCHEURS

Le 9 mars. Protestant contre les différences de salaire entre ouvriers faisant le même travail spécialisé, les ponceurs et retoucheurs de la tôlerie réclament le taux maximum d'OS2 pour eux tous.

Après avoir décidé entre eux et s'être unifiés autour de cette revendication, ils allèrent déposer (ils étaient 25) sur le bureau du chef d'atelier qui n'en menait pas large leur demande et pour mieux faire comprendre ce qu'ils voulaient, ils débrayèrent 1 heure.

Le 10 mars. La direction répond par cette phrase : « On ne veut pas discuter pour l'instant ».

Le but : intimider et écraser la révolte dans l'œuf avant de lui laisser faire des petits.

(Extrait du tract de la jeune garde du 11 mars.)

Vendredi 11 mars. Ce tract distribué à la porte de l'usine informe les travailleurs de la situation, soutenant les ponceurs et retoucheurs.

Les gars des presses se réunissent et élaborent à partir de ce tract leurs revendications.

On téléphone à un délégué C.G.T. pour qu'il vienne au réfectoire car les gars des presses en ont marre.

Ce monsieur arrive : — « Etes-vous en grève les gars ? » — « Non, on pose nos revendications et on attend la réponse. »

Voyant que les gars des presses en avaient 36 pieds au-dessus de la tête, notre « représentant des travailleurs » prend les devants :

« Reprenez tout de suite votre boulot et à 8 heures je déposerai vos revendications chez M. Broux. »

... Un certain délégué, sur son arbre perché

Tenait en son bec les revendications Et devait les donner sur le bureau de Broux

Il promit, le jura, le chanta sur tous les tons

Il s'en occupait ! Les heures passèrent ... Vendredi... Samedi passèrent...

Le lundi de 13 heures à 14 heures, les presses ayant repris le travail, mécontents, attendaient une réponse. Ne voyant rien venir, ils décidaient d'agir.

A 15 heures, les gars demandent à la C.F.D.T. de venir au réfectoire et ils décidèrent de débrayer : c'était plus possible de se laisser mener par le bout du nez.

La C.F.D.T. aux côtés des travailleurs, décide d'aller voir la direction. MM. Sion, Menet et Broux arrivent :

— Pourquoi faites-vous grève ? Quelles sont vos revendications ?

— Le délégué C.G.T. est déjà venu porter nos revendications.

— Quel cahier de revendications ? Déposé par qui et comment ?

Notre « cher » représentant de la C.G.T. dans son plumage jaune de balochard avait fait son boulot de traître.

On promet pour calmer les esprits, mais on n'agit pas. C'est la tactique de la C.G.T. de la Thomson.

16 heures : les ponceurs et les retoucheurs s'y remettent. Plus on est, plus on est fort !

A présent, il faut que toute la tôlerie s'y mette ! On propose un défilé dans l'usine avec pancartes expliquant

notre lutte, mais le syndicat refuse.

On propose une A.G. de la tôlerie dans l'atelier immédiatement, pendant que c'est chaud. La C.G.T. enrage, la C.F.D.T. hésite, total, à 5 heures rien n'est décidé. A 17 heures 15, on est enfin d'accord. Mais il est trop tard, il faut remettre au lendemain.

Mardi : personne ou presque à l'Assemblée Générale. La reprise du travail est demandée par les syndicats et votée à la majorité, le mouvement est fini.

## POURQUOI CETTE GREVE A ECHOUÉ ?

Il n'y a pas d'unité chez les travailleurs ; nous avons perdu l'habitude de nous soutenir mutuellement ; beaucoup sont dégoûtés par l'échec et les trahisons de mai 1968 et ne veulent plus faire grève.

En fait, il n'y a plus d'organisation ouvrière en qui la majorité ait confiance.

Tant qu'il n'y aura pas une organisation unitaire ayant la confiance de tous, n'ayant pas la trouille devant le patron, nous ne pourrions lutter avec toutes nos forces !

La C.G.T. n'est plus cette organisation. Elle est contre la grève :

Lundi soir. Un délégué C.G.T. attrapant les gars des presses leur parle de la grève qui « met le brin à la tôlerie ».

Mardi. La C.G.T. représentée par un seul délégué dit qu'il est contre les grèves « bouchons » (le valet parle comme le maître : c'est le patron qui a le premier parlé de cela) bouchons vous-même, bouchons de la classe ouvrière.

## LA C.G.T. PREFERE DISCUTER AVEC LE PATRON QU'ORGANISER LA LUTE :

Il paraît que ce sont les grévistes qui ont empêché les revendications d'aboutir « ils étaient en discussions pour nous pondre une nouvelle sucette 2 % ».

## ELLE NE NOUS DEFEND PAS

Inutile de rappeler le cahier de revendications des presses, etc., elle n'est pas là quand il y a grève, vexée que les travailleurs aient fait grève sans sa permission.

— vendre « La Vie Ouvrière » le jour même du licenciement d'un jeune ouvrier et de la mise à pied de plusieurs autres ;

— crier : « Ne prenez pas les tracts Jeune Garde, c'est à cause d'eux qu'il y a eu le chômage technique ».

C'est tout ce dont est capable la C.G.T. de la Thomson, ça et baisser culotte devant le patron ; ça et saboter les grèves !

Demandez ce qu'en pensent les ponceurs et les retoucheurs. Camarades, vous jugerez par vous-mêmes.

## LA GREVE DES EMBALLEURS

La grève des emballeurs a été un exemple pour tous d'unité et de résolution.

La cause de l'échec : les camarades de l'emballage ont été laissés isolés.

Vendredi. L'équipe du matin de l'emballage a débrayé d'elle-même pendant 2 h 30 bloquant tout le montage. Leurs revendications : 7 centimes d'augmentations, baisse des cadences.

Au début, la Jeune Garde vous a soutenu par un tract : nous y disions : « Bravo aux gars de l'emballage, vous avez décidé tous ensemble de vos revendications principales et vous les avez défendues avec fermeté. C'est le seul moyen de gagner ! »

« S'ils restent seuls ils peuvent se faire isoler, muter, menacer. »

« Nous demandons à tout le montage de se tenir prêt à se battre sur ces mêmes revendications. Ainsi les camarades de l'emballage ne seront pas seuls. Nous demandons aux délégués en particulier ceux de la C.F.D.T., qui ont apporté leur soutien à la grève de continuer en organisant la solidarité active dans tout le montage. »

Voilà pourquoi cette action exemplaire a échoué. La solidarité n'a pas été organisée avec l'emballage.

## OU EST NOTRE FORCE ?

C'est que nous sommes nombreux, que nous produisons beaucoup, que nous sommes indispensables aux patrons pour qu'ils se remplissent les poches. Notre force, c'est que nous avons tous les mêmes intérêts, les mêmes droits à défendre. C'est pourquoi, nous devons rester unis.

C'est la production (il suffisait de voir la tête du patron le jour de la grève pour le comprendre).

1. Sans ouvriers, pas de production, donc pas de gros sous pour les patrons.

2. Grève : pas de production, donc le patron a peur pour ses gros sous.

La grève a été soutenue par la C.F.D.T., mais ils n'ont pas cherché à avertir par tous les moyens tous les autres ateliers et à leur expliquer pourquoi il était important de soutenir les emballeurs.

La C.G.T. n'a rien fait et a même attaqué les grévistes (« ils ont foutu le brin » « ils ont fait fermer l'usine »).

Le patron met un gars au poteau parce qu'il croit qu'il fait partie de la Jeune Garde et que devant la division des travailleurs, il est sans défense.

Il est inadmissible qu'un licenciement et des mises à pied aient lieu sans que l'usine bouge.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont de lour-

des responsabilités là-dedans. La C.F.T.C., n'en parlons même pas.

La Jeune Garde ? Là où elle le pouvait, n'a pas mobilisé les travailleurs ; c'est aussi une grave erreur.

Tirons les leçons et préparons-nous à organiser la solidarité dès qu'un mouvement démarre.

Comme le disaient les militants de 36 :

« Quand on touche à un cheveu d'un ouvrier, c'est la classe ouvrière tout entière qui est atteinte. »

Nous répondrons aux patrons, comme le disait Vaillant-Couturier : « Pour un œil, les deux yeux, pour une dent toute la gueule. »

Pour que la classe ouvrière retrouve son organisation de lutte de classe contre le patron et le capitalisme,

dans l'unité à la base, Syndiqués C.G.T., syndiqués C.F.D.T., non syndiqués de la Thomson,

Rejoignez les comités de base Jeune Garde de votre atelier !

## QUI A TRAHI ET DENONCE LES OUVRIERS DE L'EMBALLAGE ?

Oui, Camarades, il ne faut pas avoir peur des mots, certain parti a lâchement dénoncé et trahi nos camarades de l'emballage. Un syndicat qui laisse tomber les ouvriers ne mérite pas le nom de syndicat.

Oui, la C.G.T. a refusé de s'associer à la grève, même avec ses syndiqués, sous prétexte que l'ouvrier réclamait des bagatelles.

Pour les traîtres de la C.G.T., les 7 % et la réduction des cadences que demande l'ouvrier sont des bagatelles. C'est à croire que la C.G.T. a des actions à la Thomson ou qu'elle laisse tomber l'ouvrier en vue des élections !

Mais non ! Messieurs de la C.G.T., il faut marcher mais dans la main avec l'ouvrier et non comme vous l'avez fait, vous, actionnaires C.G.T., avec les ouvriers de l'emballage.

Des sanctions ont été prises, dont une très grave, puisque un emballleur a été mis à la porte comme meneur de grève.

Tous unis, comme vous dites, cela ne devrait pas arriver !

Délégué C.G.T., lorsqu'on a peur du patron, lorsqu'on a peur d'aider les ouvriers à défendre leurs revendications, on ne pose pas de candidature aux élections de délégués.

MM. de la C.G.T., si les ouvriers veulent refaire grève, ils la referont sans vous. Nous, à la Thomson, nous ne faisons pas confiance aux traîtres et aux actionnaires.

Pour l'augmentation générale des salaires et la réduction des cadences, continuons la lutte ensemble, main dans la main, et faisons voir au patronat et à la C.G.T. que nous pouvons obtenir nos revendications !

## FORMATION PROFESSIONNELLE

### POUR ADULTES :

### Grève au Centre de la Treille (Marseille)

Objet d'une grande campagne d'information à la télé, dans la presse, la Formation Professionnelle des Adultes, c'est, pour le public : « La possibilité pour tous, d'obtenir, grâce aux efforts de l'Etat, une formation professionnelle spécialisée, permettant à chacun de trouver, dans la branche de son choix, un travail. C'est donc une solution pour éviter le chômage ».

Cela c'est ce que dit la télé, ce que dit le gouvernement.

En fait, sur 3000 stagiaires sortis du Centre de la Treille à Marseille depuis le début 68, moins de 10 % ont trouvé un emploi par le Centre. Presque tous ont dû s'inscrire au chômage, certains d'entre eux ont trouvé du travail par leurs propres moyens.

Les centres F.P.A., c'est en fait pour les patrons un excellent moyen :

— d'avoir un grand nombre d'ouvriers plus spécialisés tout en réduisant les temps d'apprentissage sur leurs chaînes ;

— d'avoir ainsi dans chaque spécialité et chaque catégorie un volant de chômage (demandes d'emploi supérieures à leurs besoins) de façon à pouvoir maintenir les bas salaires ;

C'est d'ailleurs les patrons eux-mêmes qui opèrent la sélection à la sortie du centre F.P.A., c'est les patrons qui décident en fait à leur arbitraire, l'attribution du certificat de formation.

Ainsi la F.P.A. n'est pas comme on nous le dit une œuvre de charité.

Les stagiaires ne mendient pas l'augmentation d'une aumône, ils réclament ce qui est dû à chaque travailleur : des conditions de travail et un salaire décent.

800 stagiaires du Centre de Formation Professionnelle des Adultes de la Treille ont fait grève mardi dernier (10 juin).

A la F.P.A., les stages durent de 4 à 8 mois, aboutissant à une sorte de C.A.P. (fraiseurs, tourneurs, maçons, dessinateurs).

Les stagiaires devraient ensuite être employés, avec cette spécialisation dans les usines de la région.

### LES CONDITIONS DE TRAVAIL

— Pas d'infirmerie (ni d'infirmière) dans le Centre en cas d'accident du travail ; il faut attendre plus d'une demi-heure les premiers secours.

— Une heure de pause pour les repas, ce qui oblige tous les stagiaires à utiliser la cantine. Cette cantine, fabriquée par la F.P.A. est cependant confiée à la gérance d'une société privée. Les repas y coûtent 2,50 F et sont d'une qualité infecte.

— Aucun droit de réunion, d'information ni de grève leur est reconnu.

— Une discipline de caserne, des brimades incessantes...

### LES SALAIRES :

Les stagiaires qui signent tous un contrat d'engagement au minimum du SMIG (3,15 F de l'heure) sont en fait rémunérés de la façon suivante :

2,40 F de l'heure pour les stagiaires de moins de 18 ans ;

3 F pour les plus de 18 ans.

La F.P.A. vient de leur proposer les conditions suivantes :

2,40 F de l'heure pour les stagiaires de moins de 18 ans (inchangé) ;

3 F pour les stagiaires de 18 à 21 ans ;

3,15 F pour les stagiaires de plus de 21 ans.

De plus les stagiaires « en préformation » (4 mois) ne sont pas rémunérés du tout. Mais ils doivent s'ils cassent ou abîment un outil en cours de travail, le rembourser (parfois même avec une amende du double du prix de l'outil).

Les 800 stagiaires du centre F.P.A. de la Treille trouvent ces conditions de travail inadmissibles.

Les 800 stagiaires du centre F.P.A. de la Treille sont en grève, ils veulent obtenir :

— l'amélioration conséquente, et sans augmentation des prix, de la qualité des repas.

— la création d'une infirmerie dans le Centre F.P.A. (avec une infirmière).

— la liberté d'information, de réunion.

— un salaire égal au SMIG (3,15 de l'heure) pour tous les stagiaires, quel que soit leur âge (dans la mesure où ils font tous le même travail).

Les stagiaires du centre F.P.A. de la Treille vous demandent de les soutenir en parlant autour de vous de leurs revendications.

Les stagiaires de la F.P.A.

Extrait du Bulletin du Comité d'Action Etudiants-Travailleurs.



Affiche sérigraphique 40 x 60 réalisée par un C.H.R. d'Amiens.

Dans l'article intitulé « Servir le peuple », le camarade Mao Tsé-toung notait : « Tout homme doit mourir un jour, mais toutes les morts n'ont pas la même signification. Un écrivain de la Chine antique Sema Tsien disait : « Certes, tous les hommes sont mortels, mais certains morts ont plus de poids que le mont Taïchan, d'autres en ont moins qu'une plume. Mourir pour les intérêts du peuple a plus de poids que le mont Taïchan, mais (...) mourir au service des exploités et des oppresseurs a moins de poids qu'une plume. »

Cette pensée vient irrésistiblement à notre esprit, en ce mois de juin, où nous saluons la mémoire de Gilles Tautin, lycéen révolutionnaire tombé dans la lutte pour le socialisme libérateur.

Dans un article infâme, paru dans l'« Humanité » du 18 juin, un rédacteur anonyme ose écrire : « Gilles Tautin est cet étudiant qui « se noya » l'an dernier à Flins « en fuyant » devant « un contrôle de police. »

Pas un mot qui ne soit infâme. La version de l'« Humanité » est celle-là même de Marcellin. « Cet étudiant » s'est noyé (tout seul) « en fuyant » (« comme un lapin », sous-entendent les grands courageux de l'« Huma »), devant un « contrôle » de police (bien sûr, les flics faisaient leur métier, voyons !).

Même mort, Gilles Tautin leur inspire une telle haine, que les bourgeois bureaucrates du P.« C. » F. éprouvent, encore un an après son assassinat, le besoin de cracher sur sa tombe.

Les mêmes bourgeois bureaucrates consacrent, le même jour, 10 lignes de l'« Humanité » pour apporter brièvement qu'une cérémonie se déroulera à la fin du mois à Achicourt (Pas-de-Calais) à la mémoire du jeune ouvrier Marc Lanvin, assassiné le 29 juin 1968 par un commando U.N.R.

L'« Huma » juge inopportun de rappeler à ses lecteurs que Marc Lanvin fut tué au cours d'une tournée de collage d'affiches appelant à voter pour Guy Mollet. Depuis un an, bien des illusions électoralistes se sont envo-

lées... et l'« Huma » préfère parler d'autre chose.

Car c'est le crime des dirigeants révisionnistes du P.« C. » F. d'avoir fait en sorte que Marc Lanvin, jeune ouvrier communiste donne sa vie pour « les exploités et les oppresseurs », symbolisés par leur homme de paille Guy Mollet.

Gilles Tautin, lui, est mort au service du peuple travailleur, en combattant leurs oppresseurs et leurs valets policiers. C'est pourquoi, au regard de l'histoire, la mort de Gilles, notre camarade, a un tout autre poids que celle de Marc, ouvrier honnête qui mourut pour de sales politiciens en croyant lutter pour le socialisme.

Mais les révolutionnaires et les communistes véritables s'inclinent avec un égal respect devant la mémoire de ces deux camarades, tombés l'un et l'autre avant que « le jour se lève »...

En 1969, suivre la voie tracée par Gilles, notre frère de combat, c'est aussi rapprocher le moment où Marc, notre camarade trompé, sera vengé.

LA DETTE DE SANG SERA PAYEE !

NOTE

Un commando d'étudiants anarchistes, usurpant la défense de notre camarade Gilles Tautin, a pénétré, mardi, à l'usine Renault, de Flins. Ces provocateurs, qui prétendent défendre la cause du peuple et agissent en fait en vulgaire voyous fascistes, ne peuvent que faire le jeu de la bourgeoisie et de ses valets révisionnistes, en particulier.

Si de jeunes camarades sincères mais inexpérimentés se sont laissés embarquer dans cette sinistre aventure, rappelons-leur que les marxistes-léninistes ont une tout autre conception pour défendre la mémoire de leurs camarades et pour servir le peuple. Ils savent que c'est par la persuasion critique, dans l'unité d'action à la base que la classe ouvrière s'arrachera à l'emprise du révisionnisme, alors que toute action gauchiste renforce au contraire cette emprise.

I. VICTOIRE (suite de page 1)

Malheureusement pour les réactionnaires français ou libanais, la réplique ne se fit pas attendre : dès lundi toutes les organisations étudiantes progressistes françaises ou étrangères ont répliqué. (Evidemment l'« UNEF » renouveau, manipulé par les révisionnistes de l'UE « C » n'a rien fait).

Ainsi à Tours, dès le lundi matin, l'UGELF et le CA UNEF de Tours faisaient pression sur le doyen de la faculté de médecine où le camarade expulsé poursuit ses études, qui demanda par l'intermédiaire du préfet d'Indre-et-Loire de reculer la date d'expulsion au ministère de l'Intérieur.

Dès le début de l'après-midi, Marcellin avait réculé : l'expulsion était retardée de 15 jours. L'appel à un meeting le lundi soir mobilisant près de 250 étudiants malgré les révisions et les examens, avait affolé le préfet local.

Aujourd'hui, l'expulsion « est réexaminée » ! Aujourd'hui le combat continue pour exiger la suppression de cet arrêt d'expulsion.

Les marxistes-léninistes tourangeaux soutiennent totalement l'action de toutes les organisations étudiantes et participent au sein de l'UNEF à la lutte pour empêcher l'expulsion.

Car il s'agit d'enrayer l'escalade de la répression qui frappe d'abord les étudiants étrangers, puis les étudiants français, puis les ouvriers révolutionnaires et ouvre la voie à une répression généralisée de tout le peuple, comme c'est le cas dans les pays fascistes.

Car il s'agit d'enrayer toute attaque contre les organisations étudiantes et ouvrières, c'est-à-dire contre les libertés démocratiques des peuples, ce qui caractérise aussi les pays fascistes.

Car il s'agit de barrer la route à la bourgeoisie monopoliste française qui, par de tels actes, prépare le fascisme pour renforcer son pouvoir branlant.

**A BAS L'ARRETE D'EXPULSION CONTRE NOTRE CAMARADE LIBANAIS !**

**FRANÇAIS ET ETRANGERS, ETUDIANTS ET OUVRIERS, TOUS UNIS CONTRE LA REPRESION FASCISANTE DE LA BOURGEOISIE MONOPOLISTE FRANÇAISE COMPLICE DE LA CLIQUE KARAME.**

**VIVE LA LUTTE DES ETUDIANTS ET DU PEUPLE LIBANAIS !**

**A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS.**  
Comités de soutien  
H.R. de l'université de Tours.

Réformisme et révisionnisme contre l'émancipation de la femme (suite du n° 17)

Le camarade Mao Tsé-toung nous enseigne :

« Deux principes doivent nous guider : premièrement, les besoins réels des masses, et non les besoins nés de notre imagination ; deuxièmement, le désir exprimé librement par les masses, les résolutions qu'elles ont prises elles-mêmes et non celles que nous prenons à leur place ». (Petit Livre Rouge, p. 141-142).

Examinons à la lumière de ce principe fondamental les revendications formulées dans le « Manifeste aux travailleuses de France » adopté à la troisième conférence nationale des femmes travailleuses, organisée par la C.G.T., les 11 et 12 mars 1966, à Issy-les-Moulineaux. Ce document reste la base du programme revendicatif de cette centrale dans ce domaine. Le thème est en lui-même significatif :

« Le temps et les moyens de vivre ». Ni dans le manifeste proprement dit, ni dans les interventions de Frachon, Madeleine Colin, Berthelot et autres bonzes, le problème du *pouvoir* n'est posé. Les uns et les autres se bornent à préconiser la sempiternelle panacée du « programme commun des organisations démocratiques ». Quand on sait ce que les organisations démocratiques en question (S.F.I.O., Radicaux, etc.) ont fait pour maintenir la situation infériorisée de la femme, on est tout de suite édifié sur le caractère utopique du Manifeste. *Il ne sert à rien, en effet, sinon à tromper les masses, de formuler des revendications sans définir en même temps une tactique et une stratégie justes, en vue de leur aboutissement.* Mais examinons les revendications contenues dans ce manifeste.

Certaines sont justes, en elle-mêmes, et ne pouvaient pas ne pas figurer dans un tel programme.

— En finir avec les bas salaires et les discriminations, et dénoncer la duperie du « travail à mi-temps ».

— En finir avec la théorie réactionnaire du salaire d'appoint, assurer une véritable formation professionnelle, développer l'équipement social (crèches, garderies, écoles maternelles, etc.).

Ces revendications sont celles des femmes travailleuses depuis toujours. Elles ont un caractère de classe. Mais, et c'est cela qui est important, ce ne sont plus les revendications de base, puisque le manifeste est axé sur « le temps et les moyens de vivre », sans plus.

Dans cet esprit, les revendications suivantes sont avancées :

- Retraite à 55 ans pour les femmes seulement.
- Priorité aux femmes pour le retour aux 40 heures.

- Congés spéciaux et payés, pour :
  - soigner un enfant malade ;
  - élever un bébé.

— Sorties anticipées, indemnités de crèche et de garde des enfants, etc.

Ces revendications présentent les caractéristiques suivantes :

— Elles divisent les travailleurs masculins et féminins.

— Elles *aménagent* la double journée de la femme au lieu de tendre vers sa disparition.

— Elles apportent de l'eau au moulin des patrons et de l'Etat-patron qui justifient leur politique discriminatoire à l'égard des femmes par « l'absentéisme féminin ».

— Elles offrent au capital les « solutions » de rechange qu'il souhaite. Au lieu des investissements sociaux considérables qui seraient nécessaires pour réaliser l'affranchissement véritable de la femme, le « Manifeste » de la C.G.T. lui suggère quelques concessions de type « catégoriel », dont le coût, peu élevé, sera largement récupéré grâce à une exploitation accrue des travailleuses, exploitation que les patrons justifieront par le « statut particulier » de la femme.

AVANCER AU MEME PAS  
VERS LA REVOLUTION SOCIALISTE

Les militants et militantes révolutionnaires savent par expérience que le patronat n'accorde que ce qu'il est contraint de lâcher, par le combat des prolétaires. Ils savent aussi que le capital, entre deux revendications, satisfera toujours de préférence :

- 1° celle qui divise les travailleurs ;
- 2° celle qui lui coûte le moins cher.

C'est pourquoi ils répondent au programme réformiste de la C.G.T. à l'intention des femmes :

— pas de retraite à 55 ans pour les femmes seulement, *mais pour tous les travailleurs* ;

— pas de retour « différencié », *mais retour immédiat de tous les travailleurs aux 40 heures* (le grand mouvement de mai 68 a d'ailleurs balayé la revendication archi-réformiste et nuisible des bonzes révisionnistes) ;

— pas de « Congrès spéciaux » aux femmes pour qu'elles puissent rester en partie « les esclaves de l'économie domestique », *mais lutte des travailleurs des deux sexes, au coude à coude pour arracher aux monopoles les moyens qui tendront vers la collectivisation de l'économie domestique* (multiplication des crèches, garderies, travailleuses sociales, prise en charge par la collectivité des travaux domestiques, etc.).

Ce programme est ambitieux ?

Les militants ouvriers marxistes-léninistes, qui luttent pour l'émancipation des travailleurs et travailleuses, donc pour le socialisme libérateur, savent que la lutte sera longue et dure, et qu'il faudra encore passer des compromis avec le capital, avant de lui passer la corde au cou.

C'est pourquoi les femmes travailleuses ou non, doivent rejeter toute illusion quant à l'efficacité des « solutions » réformistes et révisionnistes à leurs revendications spécifiques, et rejoindre en rangs serrés l'armée des travailleurs des paysans pauvres et des intellectuels révolutionnaires qui se prépare à jeter bas la citadelle capitaliste et édifier sur ses ruines la société socialiste, fraternelle et libératrice.

Un groupe de militants

Abonnez-vous...

ABONNEMENT A L'HUMANITE-ROUGE  
Abonnement ordinaire

6 mois 20 F  
1 an 40 F

• Abonnement pour l'étranger (par avion, un an) 125 F

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »  
30226.72 Centre La Source

# VIVE L'ALBANIE ROUGE, PHARE DU SOCIALISME EN EUROPE

L'Albanie socialiste a 25 ans ! Depuis 25 ans, le pouvoir socialiste remporte victoire sur victoire, conduit par le glorieux Parti du Travail d'Albanie avec, à sa tête, le camarade Enver Hodja. Une nouvelle étape dans la construction du socialisme s'ouvrait avec le V<sup>e</sup> Congrès du P.T.A. en novembre 1966, dans son brillant rapport sur l'activité du comité central du P.T.A., le camarade Enver Hodja exposait les problèmes de la révolutionnarisation de l'homme et du pays, on ne peut pas parler actuellement de l'Albanie sans parler de ce grand mouvement social pour la consolidation du pouvoir des travailleurs, de la dictature du prolétariat.

Les bases théoriques du mouvement de révolutionnarisation en Albanie sont, d'une part, le bilan négatif des pays révisionnistes où le capitalisme a été restauré et, d'autre part, la théorie marxiste-léniniste sur la continuation de la lutte des classes en régime socialiste (énoncée dans toute son ampleur par le camarade Mao Tsé-toung). Le Parti du Travail d'Albanie s'en tient à la juste thèse marxiste-léniniste selon laquelle la lutte de classes est la force motrice principale en régime socialiste comme en régime capitaliste ; après la liquidation des exploités, il existe encore des bases objectives de retour au capitalisme — les exploités ne sont pas liquidés physiquement et ceux-ci rêvent d'une restauration du capitalisme.

— L'existence de tendances petites-bourgeoises notamment à la campagne (cf. l'existence de lopins de terre individuels).

— L'existence de l'encerclement capitaliste et révisionniste (pressions économiques, politiques et militaires).

— L'existence de l'idéologie bourgeoise et féodale.

Ces choses là les révisionnistes les nient pour pouvoir cacher leur entreprise de restauration capitaliste, pour eux l'Etat en régime socialiste devient « l'Etat du peuple tout entier » (thèse de Khrouchchev, reprise par Brejnev et Cie)...

Les camarades albanais ont étendu cette théorie pour le Parti et l'Etat : la lutte de classes existe au sein du Parti et au sein des organismes d'Etat. On le voit, les bases théoriques du mouvement de révolutionnarisation en Albanie sont les mêmes que pour la Révolution Culturelle en Chine.

Le P.T.A. a justement compris que si la lutte de classes ne se développait qu'au niveau des organismes de l'Etat socialiste, si on ne portait pas ces problèmes devant les masses cette lutte dégènerait inévitablement en lutte bureaucratique. Aussi dès 1965, le problème de la révolutionnarisation était mis sur le tapis avec un appel du P.T.A. et du gouvernement pour que les masses participent à l'élaboration du IV<sup>e</sup> Plan quinquennal.

## LE RENFORCEMENT DU PARTI ET DE SON ROLE DIRIGEANT

Le premier point du mouvement de révolutionnarisation énoncé par le camarade Enver Hodja dans son rapport est : le renforcement ultérieur du parti et de son rôle dirigeant.

Tirant les leçons de l'expérience négative de l'U.R.S.S., le camarade Enver Hodja indique que l'une des causes de la restauration du capitalisme est la bureaucratization du Parti Communiste d'U.R.S.S., la perte de l'esprit révolutionnaire. Aussi en Albanie de sérieuses mesures ont été prises. Tout d'abord le contrôle des masses sur les organisations du Parti est plus étroit ; l'ordre du jour des réunions des organisations de base du Parti est communiqué d'avance (affiché) aux travailleurs, les travailleurs peuvent ainsi donner leurs opinions et pour cela font des « journaux muraux », des feuilles qu'ils affichent aux yeux de tous, ces feuilles sont appelées « Flete Rufe » (« feuilles foudres ») nous verrons qu'elles sont largement utilisées dans toute la vie du pays. Ainsi le Parti peut-il avoir directement l'avis des travailleurs. Les critiques peuvent être aussi transmises verbalement. De même, les décisions prises par les organisations du Parti sont portées devant les masses qui, là aussi, donnent leur avis. Il ne s'agit pas là de réunions « fermées » comme certains peuvent le penser mais bel et bien des réunions devant tous les travailleurs, ainsi un communiste qui commet une erreur en rend compte devant son organisation du Parti et devant les travailleurs. Les stages pour rentrer au Parti du Travail sont maintenant plus longs (2 à 3 ans) ; pendant son stage le « candidat » peut être envoyé travailler en usine ou à la campagne loin de chez lui et avec un salaire moindre pour combattre le carriérisme et l'arrivisme, les camarades albanais aiment à dire que le membre du Parti doit être le « premier dans les sacrifices pour le peuple et le parti, et le dernier dans les prétentions », ainsi le parti est-il formé des meilleurs fils du peuple. L'opinion des travailleurs est déterminante pour l'admission au parti.

Le rôle du parti est accru partout, que ce soit dans l'armée ou dans les coopératives.

## LA LUTTE CONTRE LE BUREAUCRATISME

La lutte contre le bureaucratisme a pris une place importante, le Parti du Travail d'Albanie s'appuie ainsi sur les précieux enseignements des classiques du marxisme-léninisme. Engels notait déjà dans sa préface aux « luttes de classes en France » de Marx, que le prolétariat aurait à se défendre contre ses employés et députés d'Etat. Les dirigeants doivent se considérer comme des serviteurs du peuple, ainsi ont été diminués les traitements des cadres, les différences de salaires entre les cadres de l'Etat et les travailleurs sont très petites. Les plus hauts salaires sont 2 à 3 fois plus élevés que les salaires les plus bas. Comparez avec les salaires en France capitaliste : entre le salaire de l'ouvrier et celui du P.D.G., quelle est la différence ? De plus, en Albanie, les dirigeants du Parti et de l'Etat vont régulièrement travailler dans la production, pendant 1 mois par an pour le personnel de l'Etat. Ainsi les dirigeants en vivant sans privilèges la vie des travailleurs connaissent mieux leurs problèmes. Un directeur d'entreprise doit travailler comme simple travailleur pendant 3 ou 4 mois par an, pour un cadre de coopérative agricole c'est 100 jours par an. D'une façon générale, le temps de travail est fixé d'abord par discussion dans les organisations de base du parti

puis dans des réunions du personnel administratif, en dernier ressort ce sont les travailleurs qui décident. Les cadres à tous les échelons ne restent pas éternellement à leur place, ils vont de la base au sommet et vice-versa. Pour la nomination de cadres (d'un directeur d'usine par exemple), le dirigeant éventuel doit être présenté à la collectivité (avec sa biographie) même chose pour le licenciement d'un cadre (les travailleurs peuvent demander le départ de leur directeur si celui-ci est mauvais). Partout les organismes exécutifs sont soumis plus étroitement aux organismes élus.



La jeunesse albanaise enthousiaste à l'étude

Ainsi, dans tous les domaines, les travailleurs exercent plus étroitement leur contrôle, prennent part directement à la vie du pays, l'Albanais qui n'est pas content peut à tout moment rédiger une « feuille foudre » et l'afficher et croyez bien que si son mécontentement est justifié, sa démarche n'est pas vaine car des centaines et des milliers de personnes peuvent lire ce qu'il écrit et que le parti et le gouvernement est attentif à la voix des travailleurs.

Certains journaux bourgeois et révisionnistes voudraient faire croire aux travailleurs que l'Albanie est « enrégimentée », etc., rien n'est plus faux, en Albanie, le gouvernement, le Parti du Travail d'Albanie et en général tous ceux qui gouvernent ou dirigent sont près du peuple, vivent la même vie que lui ; c'est pour cela que le peuple aime le gouvernement et le parti est unis à eux. Pour le voyageur, l'enthousiasme et la joie des Albanais ne laissent aucun doute là-dessus. D'autres mesures ont été prises pour renforcer la dictature du prolétariat, extirper l'esprit bureaucratique et assurer au peuple un bien-être encore plus grand. Si les camarades albanais du P.T.A. ont entrepris ce grand mouvement nécessaire de révolutionnarisation et de renforcement de la dictature du prolétariat c'est bien pour servir encore mieux le peuple, assurer au peuple une responsabilité plus grande dans la conduite du pays.

## L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION IDEOLOGIQUE ET CULTURELLE

Le deuxième point important des mesures de révolutionnarisation concerne l'idéologie et la culture. Une grande lutte a été menée et se poursuit encore dans ce domaine. D'abord, la lutte s'est engagée contre toutes les manifestations de mettre l'intérêt personnel au-dessus de l'intérêt général. La lutte contre les coutumes patriarcales et féodales, contre toutes les survivances, c'est une étape importante pour l'émancipation de la femme ; à travers l'Albanie ont lieu des rassemblements et meetings où sont dénoncés les hommes qui oppriment leur femme ou qui les tiennent en infériorité. Le socialisme pour la femme albanaise a d'abord signifié la participation à la production, premier pas important vers son émancipation ; toutes les facilités pour élever les enfants : crèches à prix réduit, écoles entièrement gratuites, etc. ; les récentes mesures de lutte contre les habitudes féodales poursuivent cette émancipation encore plus loin.

L'Albanie connaît un trait original unique au monde ; il n'y a plus d'institutions religieuses en Albanie. Ne croyez pas que les églises ont été supprimées de force, les religions en Albanie n'ont jamais eu d'influence profonde dans les masses. Pourquoi ? Tout simplement parce que chaque religion a été imposée successivement par les envahisseurs turcs (Islam), grecs (orthodoxes) et italiens (catholicisme), de plus le clergé était arriéré (surtout orthodoxe et musulman). L'exemple du lycée de Durres dans la lutte contre la religion est très instructif : les élèves du lycée exigeaient la fermeture d'une mosquée construite par les fascistes et d'un monastère, le mouvement s'élargit, les travailleurs y participent ; le clergé accepte de travailler et d'abandonner les bâtiments. Mais d'une façon générale, la lutte contre la religion qui doit être l'œuvre de tous n'est pas encore terminée. La révolutionnarisation a atteint les domaines de l'éducation et de la culture. Pour l'éducation, le travail éducatif a été renforcé à tous les niveaux. Par exemple, l'ouvrier dispose de temps spécialement réservé pour se perfectionner et apprendre. A l'école, la liaison avec les problèmes concrets et la vie a été partout mise à l'ordre du jour. Le nombre d'étudiants ne fait qu'augmenter (notamment les fils d'ouvriers et de paysans).

De plus en plus les expériences de travail pendant les vacances sont développées : des milliers de jeunes gens se sont retrouvés pour construire la ligne de chemin de fer Roghozine-Fiéri, non seulement pour les étudiants, ils apprennent le travail manuel mais les chantiers de la jeunesse développent l'esprit collectif et la conscience socialiste, unissent dans un même élan les jeunes de la ville et de la campagne. Des choses étonnantes ont lieu : de nombreux jeunes (notamment de l'Union de la Jeunesse du Travail) quittent la ville pour aller travailler à la campagne ou vice-versa ou se rendent d'une ville à l'autre pour y travailler pour un temps déterminé ou pour toujours ; en janvier 1969, 210 jeunes filles sont parties de Kortcha pour Berat pour travailler au combinat textile « Mao Tsé-toung ». Partout où l'édification socialiste a besoin de bras les jeunes sont prêts à s'y rendre.

Sur le front de la culture la situation est bonne, un art révolutionnaire est en train de se développer impétueusement dans tous les domaines exaltant l'édification socialiste et l'héroïsme du peuple, les principaux efforts actuellement sont dirigés pour que les masses prennent part directement à la création de la nouvelle culture : ainsi les ouvriers de Durres ont créé une pièce sur un héros du travail mort pour sauver de la destruction la grue géante du port Adem Reka.

« Penser, travailler, vivre en révolutionnaire », voilà la devise qui fleurit partout en Albanie ; partout est balayé le style du travail bureaucratique et loin du peuple : les « feuilles foudres » fleurissent partout et notamment dans les usines où les ouvriers peuvent proposer des améliorations techniques, des résultats éclatants ont déjà été obtenus, par exemple, au cours des débats sur le plan de 1969, les ouvriers de l'usine de traitement de pétrole à Cerrik ont avancé une foule de propositions consistant à économiser la main-d'œuvre, à élever les normes de travail, à mécaniser les procédés de travail, à augmenter la production..., etc. Dans le domaine technique et scientifique, l'Albanie applique avec résolution la politique de « compter sur ses propres forces » et de belles réalisations sont là aussi accomplies : 200 000 propositions techniques ont été avancées par les ouvriers eux-mêmes, le nombre de cadres expérimentés s'élève désormais à 45 000 et plus de 50 000 ouvriers participent à la formation technique en dehors de leur travail.

Les stimulants matériels (primes, etc.) dans les usines ont été supprimés, les ouvriers à partir des normes du plan général discutent eux-mêmes des normes à atteindre pour l'usine (cela a été réalisé à l'usine métallurgique d'El Bassan) : c'est là appliquer concrètement la devise « penser, travailler, vivre en révolutionnaire » et cela prouve le degré de responsabilité et de conscience socialiste élevé des ouvriers, les organismes supérieurs n'ont plus à imposer quoi que ce soit à l'usine, conscients de l'intérêt du pays, les travailleurs décident à partir du plan des efforts à accomplir.

## L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DU PEUPLE

Et si les ouvriers montrent une telle conscience socialiste, un tel attachement à la patrie socialiste, c'est que le socialisme signifie pour eux le bonheur et le bien-être. Le camarade Enver Hodja a consacré une partie de son rapport à ce problème du bien-être des travailleurs. Le bien-être des masses ce n'est pas la satisfaction de caprices petits-bourgeois ou le tapage sur la « prospérité » comme dans les pays capitalistes ou révisionnistes alors que subsiste le chômage et que la vie ne fait qu'augmenter, que le marché noir et la spéculation sont générales comme en U.R.S.S. En Albanie le chômage n'existe pas et le revenu national est justement réparti entre tous et pour les besoins de l'économie, le revenu national croît régulièrement (5 fois plus qu'en 1938). La vie en Albanie est basée sur les goûts simples et le sens de l'épargne ce qui ne signifie pas que les besoins des masses soient ignorés, loin de là. Comme dans toutes les questions, les camarades albanais voient tous ces problèmes sous l'angle politique, sous l'angle de la lutte de classes et une lutte est menée contre la conception bourgeoise et révisionniste de la « prospérité » et de la « consommation » qui n'est autre que la prospérité et la consommation pour une couche privilégiée. Les institutions sociales ont été développées : en 1970, il y aura un médecin pour 1 200 habitants (la médecine est gratuite entièrement), la priorité a été donnée à la construction de logements (rappelons qu'en moyenne le loyer est égal au 1/6 du salaire) et notamment d'hôtels de vacances et de repos pour les travailleurs qui sont déjà nombreux. Prenons l'exemple des assurances sociales d'Etat : les assurances médicales sont gratuites pour tous, c'est un droit inscrit dans la constitution socialiste. Le Fonds des Assurances est constitué par les versements des entreprises et de l'Etat, et un accroissement de 10 % des fonds a été décidé dernièrement. Le taux des assurances est calculé sur le salaire moyen, l'ancienneté — la difficulté du travail et le sexe, le travailleur qui tombe malade est payé dès le premier jour, ce qui est loin d'être le cas dans les pays capitalistes. Le travailleur malade est complètement pris en charge : cure, reclassement dans un travail plus facile, etc. Par exemple, une femme qui est enceinte a 12 à 15 semaines de repos et touche entre 75 et 95 % de son salaire et des primes. La retraite vieillesse est à 50 ans pour les hommes et pour un travail pénible (20 ans de travail), de 45 ans pour les femmes, pour les autres travaux c'est 55 ans et 50 ans. Tous les cas sont prévus : invalidité, infirmité, etc. Une attention spéciale a été accordée aux conditions de travail : la journée de travail est strictement limitée, l'hygiène est sévère et chaque usine est munie de toutes les installations de sécurité nécessaires (ventilateurs, etc.). Comme on peut s'en rendre compte l'appel du camarade Enver Hodja : « Le parti a lutté et luttera pour que dans le cadre de nos possibilités et de nos conditions, le bien-être du peuple s'améliore sans cesse, en s'inspirant toujours d'une juste conception révolutionnaire du bien-être dans le socialisme » a été suivi.

Enfin un domaine important où des mesures de révolutionnarisation ont été prises est l'armée : la primauté a été donnée à la politique, les grades n'existent plus, la discipline a été renforcée. Le peuple entier suit une préparation militaire. L'Armée doit assurer elle-même son ravitaillement, des fermes militaires ont été créées et l'armée participe activement aux défrichements (notamment des montagnes et collines), l'armée est liée au peuple et n'est pas parasite comme dans les pays capitalistes.

Le soldat a son fusil mais il tient aussi la pioche et le livre, les travailleurs tiennent la pioche mais aussi le fusil et le livre, les intellectuels étudient leurs livres mais savent se servir de la pioche et du fusil, ainsi tout le peuple marche de l'avant.

Depuis 25 ans, l'Albanie va de l'avant et le dernier mouvement de révolutionnarisation est un nouveau bond en avant sur la voie socialiste, sur la voie de la dictature du prolétariat, le peuple albanais qui construit le socialisme « tenant d'une main la pioche et de l'autre le fusil » est invincible !

# TEMPÊTE RÉVOLUTIONNAIRE EN AMÉRIQUE LATINE ! (2)

Dans notre précédent article, nous avons, bien imparfaitement, « planté le décor » historique de la lutte des peuples d'Amérique Latine contre l'impérialisme, rappelé, pour l'essentiel, les tentatives nationalistes, progressistes et autres de s'affranchir du joug impérialiste et les raisons pour lesquelles ces tentatives ont échoué. Nous allons voir maintenant comment et dans quel cadre se développent les forces authentiquement révolutionnaires.

## DE LA DOCTRINE DE MONROE A LA CO-DOMINATION AMERICANO-SOVIETIQUE

C'est vers 1825 que le Président des U.S.A. de l'époque, Monroe, formula sa fameuse doctrine selon laquelle, sous prétexte de combattre l'interventionnisme européen, le jeune impérialisme yankee établissait sa suzeraineté exclusive sur le continent latino-américain.

Les Français au Mexique, les Espagnols à Cuba et Porto-Rico, durent s'incliner et laisser la place à l'impérialisme montant, dont la suzeraineté ne devait plus, de longtemps, être remise en cause.

Après la seconde guerre mondiale, les dirigeants yankees, soucieux de donner une façade « légaliste » à leur néo-colonialisme, instaurèrent avec le concours de leurs valets locaux, « l'Organisation des Etats Américains ».

C'est cet organisme qui couvrit toutes les exactions des impérialistes yankees (invasion du Guatemala, complots en Argentine, au Brésil, en Equateur, invasion de St-Domingue, etc.).

Le triomphe de la révolution cubaine jeta évidemment la perturbation dans cette belle ordonnance.

Lorsqu'il se fut avéré que les dirigeants cubains ne pouvaient être ni « récupérés », ni éliminés, l'O.E.A. prit des mesures « prophylactiques » : isolement du pays « contaminé », pressions sur les pays alliés des U.S.A. pour qu'ils se joignent au blocus, etc.

Après la crise des Caraïbes, en octobre 1962, il apparut progressivement que les impérialistes américains s'accommodaient de l'existence d'un état « socialiste » dans l'hémisphère occidental, à condition que le cas reste unique. Il appartenait aux révisionnistes soviétiques et à leurs hommes de paille en Amérique Latine de prendre toutes dispositions nécessaires.

Les démêlés des dirigeants castristes avec la ligue Khrouchchev-Brejnev et ses pâles exécutants latino-américains sont connus (refus de Cuba de signer l'accord de Moscou instituant le monopole nucléaire soviéto-américain, et de participer à plusieurs conférences scissionnistes organisées par les révisionnistes russes, etc.).

Mais le refus de toute analyse de la situation réelle dans le mouvement communiste international, ainsi que la renonciation au principe « compter sur ses propres forces » a amené peu à peu le groupe dirigeant cubain, « client » des états révisionnistes d'Europe, U.R.S.S. en tête, à s'aligner sur les positions de ces derniers.

Dans le même temps, l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie, la Pologne et la R.D.A. établissaient des relations économiques et politiques avec une série d'états fascistes latino-américains (Brésil, Venezuela, Colombie, Pérou, Argentine). Des prêts considérables furent consentis aux cliques dirigeantes locales (100 millions de dollars au régime militaire brésilien, 40 aux réactionnaires colombiens, etc.).

Dans ces pays, les partis révisionnistes locaux rompirent le front uni anti-impérialiste et, comme au Venezuela, mendèrent leur retour à la « légalité » fasciste, poignant ainsi dans le dos la lutte des révolutionnaires latino-américains.

Pour l'impérialisme yankee, l'opération était bénéfique. Autant il s'opposait par tous les moyens à l'U.R.S.S. et aux partis communistes locaux quand le révisionnisme n'avait pas encore fait son apparition, autant il s'accommoda de l'implantation du social-impérialisme russe en Amérique Latine.

Politiquement, ce qui reste de prestige au pays d'Octobre devient, entre les mains des révisionnistes, un facteur de maintien de l'ordre néo-colonialiste.

Economiquement, l'échec lamentable et prévisible de « l'alliance pour le progrès », les difficultés croissantes de l'impérialisme U.S., battu au Vietnam, tenu en échec au Laos, en Thaïlande, en Indonésie, etc., font que l'aide révisionniste aux régimes pro-impérialistes latino-américains constitue un relai indispensable. Loin d'en prendre ombrage, les impérialistes yankees se frottent les mains. La coopération américano-russe fonctionne donc, en Amérique Latine comme ailleurs dans le monde, au bénéfice exclusif de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Et cela, tous les peuples de ce continent le savent ou l'apprennent.

## LES MARXISTES-LENINISTES S'ORGANISENT

Dès qu'il fut devenu clair que le révisionnisme avait provisoirement triomphé en U.R.S.S. et au sein des directions de la plupart des partis communistes, notamment en Amérique Latine, les militants fidèles au marxisme-léninisme entamèrent une lutte ouverte pour la défense des idéaux du prolétariat. Au Brésil, dès 1962, en Colombie, au Pérou en 1963-64, les directions révisionnistes furent isolées, et les forces vives des partis communistes de ces pays, regroupés autour de directions authentiquement marxistes-léninistes.

Il en fut rapidement de même en Bolivie, puis à St-Domingue, au Chili, en Equateur. Dans d'autres Etats, les marxistes-léninistes pratiquent la lutte interne et externe anti-révisionniste, et l'unité d'action avec les autres forces révolutionnaires. Nous ne sau-

rons passer sous silence en particulier le G.O.N.G. — Groupe d'Organisation National de la Guadeloupe —, mouvement révolutionnaire anti-impérialiste, dont les marxistes-léninistes guadeloupéens sont les animateurs, ne serait-ce qu'en raison du grand succès qu'il vient de remporter sur le colonialisme français. Son mot d'ordre d'abstention révolutionnaire aux élections organisées par les impérialistes français a été suivi, en effet, par une majorité écrasante (68 %) du peuple guadeloupéen.

Les problèmes sont très différents d'un pays à l'autre. En Colombie, par exemple, le parti a créé son organisation militaire (l'Armée populaire de Libération), et en deux ans de combats, s'est implanté solidement dans les régions montagneuses et rurales du Nord-Est.

Au Brésil, en Bolivie, au Pérou, il en est au stade préparatoire, et travaille dans une dure clandestinité.

Au Chili, il utilise les parcelles de démocratie bourgeoise qui subsistent, pour préparer les masses à l'inéluctable effondrement avec l'impérialisme et ses valets.

Mais, un récent document du parti communiste du Brésil (marxiste-léniniste), intitulé « Guerre Populaire », trace clairement des perspectives qui, pour être particulières au Brésil, n'en sont pas moins, dans leurs grandes lignes, communes à toute l'Amérique Latine. C'est pourquoi nous en extrayons ces passages significatifs.

*Au cours de ce dernier demi-siècle, le peuple a essayé, de toutes les manières, de débarrasser le pays de son état arriéré et de le libérer de sa dépendance vis-à-vis de l'Etranger. Il a, à son actif, l'expérience de plusieurs luttes armées et il a vécu diverses périodes de soulèvements, de puissantes luttes de masse. En dépit du bas niveau de l'organisation des masses dans le mouvement démocratique et anti-impérialiste, sa puissance de combat et son esprit révolutionnaire grandissent et se développent sans cesse.*

*Au Brésil, un Parti marxiste-léniniste est en action : le parti communiste du Brésil. Ce dernier a accumulé une expérience révolutionnaire et surmonte l'épreuve de la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme. Il est guidé par une théorie d'avant-garde et est en position de diriger avec succès la lutte de Libération du peuple brésilien.*

*La lutte armée, au Brésil, sera ardue et prolongée. En ce qui concerne l'ennemi, sa puissance n'est que temporaire et elle s'affaiblira jour après jour dans le cours de la lutte prolongée, l'influence du Parti de la classe ouvrière grandit constamment, les paysans, de plus en plus nombreux, se tournent vers la révolution, un nombre croissant de patriotes se joint à la lutte, et le mouvement démocratique et anti-impérialiste se renforcera chaque jour davantage. Dans la lutte, le peuple accumulera une expérience militaire suffisante pour édifier son armée.*

Précisant les aspects tactiques et stratégiques de la lutte, ce même document indique :

*La lutte armée du peuple brésilien aura un profond contenu populaire et sera une guerre populaire. La révolution brésilienne a un caractère national et démocratique. Les classes dominantes brésiéliennes sont incapables de résoudre les diverses contradictions sociales existant dans le pays. Le mécontentement des masses populaires s'accroît de jour en jour et leurs aspirations ne peuvent se réaliser que dans la révolution. La direction du Parti Communiste du Brésil entraînera la majorité de la population dans la lutte révolutionnaire.*

## NOUVELLE VAGUE DE RÉPRESSION AU TCHAD : LES INTELLECTUELS DUREMENT FRAPPÉS

Une Conférence publique s'est tenue au Cercle Culturel de Fort-Lamy, le 3 mai dernier, au cours de laquelle notre camarade N'Gangbet Michel, économiste, a fait un exposé sur le thème : « Liens familiaux et Développement économique ». Un débat s'est ensuite instauré auquel bon nombre de nos anciens camarades ont pris part. Saisissant ce prétexte, le gouvernement tchadien, dès le 9, a procédé à l'arrestation de N'Gangbet, le qualifiant « d'agent de subversion, qui se veut docteur en troubles sociaux et en révolutions ». Puis, les arrestations se succédèrent : à ce jour, on relève déjà les noms de nos camarades Outel Bono, Aziz Sabit, Saleh Kebzabo. C'est là la preuve, une fois de plus, de l'étouffement complet des libertés élémentaires, notamment de la liberté d'expression, malgré les déclarations démagogiques de Tombalbaye.

Ces mesures interviennent au moment même où des troupes mercenaires, dépêchées de France, entreprennent le massacre systématique des masses révoltées ; au moment aussi, où deux anciens colons, de sinistre mémoire, « prêtés » par la France aussi et qualifiés pour la circonstance « d'Africains de longue date » (sic) par le traître Tombalbaye, s'efforcent, sous le couvert d'une simple « réforme administrative » de colmater les cadres de répression, battus partout en brèche par le flot irrésistible des masses en colère. Pendant ce temps, on prépare fébrilement un simulacre d'élections présidentielles pour le 15 juin : seul candidat en liste, Tombalbaye lui-même.

Mais les masses tchadiennes, de plus en plus conscientes de la trahison de leurs intérêts fondamentaux par la clique dirigeante, de mieux en mieux organisées aussi, se dressent partout, créant une situation politique nouvelle, avec un rapport de forces profondément modifié.

— Les étudiants et stagiaires tchadiens réaffirment, comme par le passé, leur détermination inébranlable de soutenir fermement tous les patriotes et les masses révo-

lutionnaires dans leur juste lutte contre le régime anti-populaire de Fort-Lamy.

— Ils exigent le retrait immédiat des troupes mercenaires et réclament une vie démocratique pour le peuple tchadien.

— Ils protestent énergiquement contre l'arrestation arbitraire de leurs jeunes compatriotes et exigent leur libération inconditionnelle.

— Ils demandent à l'opinion publique démocratique de condamner les mesures répressives décidées par la clique réactionnaire soumise aux monopoles impérialistes français.

A BAS LE REGIME DE DIVISION, D'OPPRESSION ET DE REPRESSION !  
LE PEUPLE TCHADIEN VAINCRA !

## LA GUERRE POPULAIRE SERA VICTORIEUSE

Les perspectives tracées par le P.C. du Brésil s'étendent évidemment sur une longue période historique. En outre, dans d'autres pays comme l'Argentine, où la population urbaine représente l'énorme majorité du peuple travailleur, les modalités concrètes de la lutte peuvent être différentes. Mais ces différences ne sauraient masquer le fait que, pour l'essentiel, les problèmes posés au Mouvement Révolutionnaire sont similaires d'un bout à l'autre du Continent.

Actuellement, la situation est excellente pour les forces anti-impérialistes, dont le front s'élargit chaque jour.

A côté des partis et mouvements marxistes-léninistes, d'autres forces poursuivent ou rejoignent la lutte anti-impérialiste. C'est le cas des catholiques et du clergé progressistes du Brésil, de l'Argentine, du Chili, de Colombie et d'autres pays. C'est le cas des révolutionnaires influencés par le castrisme, au Guatemala, au Venezuela, en Colombie, au Pérou, en Bolivie. La pratique concrète de la lutte armée et le prix élevé payé pour les erreurs aventuristes commises sous l'influence du castrisme, les amènent, et les amèneront sans cesse davantage à abandonner leurs conceptions erronées. C'est le cas de nombreux progressistes issus de mouvements dirigés par la petite bourgeoisie (péronistes en Argentine, partisans d'Arbenz au Guatemala, militants du Parti Progressiste Populaire en Guyane ex-britannique, etc.). C'est le cas enfin des militants de base des partis révisionnistes, qui rejettent la ligne de capitulation des cliques dirigeantes marchant à la baguette du social-impérialisme russe.

Partout existent donc les éléments constitutifs d'un puissant front uni anti-impérialiste et révolutionnaire, englobant la classe ouvrière, la paysannerie pauvre, les intellectuels révolutionnaires, et même, dans certains cas, les militaires progressistes.

Ce front représente 95 % de la population latino-américaine.

Les manifestations qui, d'un bout à l'autre du continent, ont marqué la visite de Rockefeller, obligeant ce représentant des monopoles yankees à rentrer chez lui tête basse, montrent la puissance irrésistible de ce front.

Les marxistes-léninistes latino-américains sauront, en étant les combattants les plus résolus et les plus valeureux, lui donner une juste ligne et le conduire à la victoire.

Déjà, les coups qu'ils infligent au prix de leur sang, aux impérialistes yankees, sont autant de blessures mortelles pour ceux-ci, et les poussent, de plus en plus rudement, vers leur tombe.

Association des Etudiants et Stagiaires Tchadiens en France (A.E.T.F.)

## CAMARADES, PASSEZ-NOUS COMMANDE :

### • Affiches :

- « A bas les décrets de fascisation » ..... 5 F les 100
- « Vive la dictature du prolétariat » ..... 10 F les 100
- « Les cinq travailleurs » (voir H.R. n° 5) ..... 5 F les 100

# - LE PEUPLE LAO LIBÈRE SON PAYS -

## I. — HISTORIQUE DE LA LUTTE DU PEUPLE LAO CONTRE LE COLONIALISME ET LE NEO-COLONIALISME.

1893 : Invasion du Laos par les colonialistes français (après celle du Viêt-nam voisin) ;

1901-1910-1919 à 1922 : Insurrections populaires contre les occupants.

1941 : Invasion de l'Indochine par les impérialistes japonais.

Au Laos, les colonialistes français se mettent à leur service pour réprimer la révolution Lao.

1945 : Les impérialistes japonais sont balayés de la Chine.

À partir de 1945, le peuple Lao se soulève et est maître du pays en octobre.

Le 12 octobre, un gouvernement provisoire proclame l'indépendance du Laos.

Le prince Souphanouvong y décline les portefeuilles des Affaires étrangères, de la Défense nationale. Il a le haut commandement de l'armée Pathet Lao.

21 mars 1946 : Les impérialistes français, pour reconquérir le pays et pour se ménager un tremplin pour de nouvelles attaques contre le Viêt-nam, lancent leurs troupes contre Thakkek (province de Kham Houane) qui est mise à feu et à sang.

Les forces armées révolutionnaires, peu nombreuses et mal équipées, se replient sur l'autre rive du Mékong. Le gouvernement provisoire émigre en Thaïlande.

Dans les régions occupées, les colonialistes français mettent sur pied un gouvernement fantoche. A trois reprises (1947-1949-1953), ils font semblant de leur remettre l'indépendance du Laos, tout en continuant à occuper militairement le pays.

Des groupes de mercenaires sont constitués et incorporés dans les forces armées de l'Union française.

Le Laos, notamment le Nord, est transformé en une importante base stratégique dans le Sud-Est Asiatique.

1946-1950 : Ce sont les années « noires ». Les résistants doivent préserver et accroître leurs forces. Les bases de résistance s'organisent. Dès 1947, de nombreux maquis sont créés. Août 1950 : Le Congrès National Lao élit le Comité Central du Front National Uni ou Front Néo Lao Itsala. Un nouveau gouvernement résistant dirigé par le prince Souphanouvong est créé. Les bases populaires régionales se développent à un rythme accéléré.

Avril 1953 : Le Pathet Lao déclenche la campagne du Haut-Laos. Sam Neua et une partie des provinces de Xieng Khouang et de Louang Prabang sont libérées. Les zones libérées peuvent désormais communiquer. Sur les arrières de l'ennemi, la guérilla se développe.

22 octobre 1953 : Un traité entre colonialistes et fantoches est signé, reconnaissant « l'indépendance complète » du Laos.

Une des clauses obligeait le Laos à mettre tout son potentiel au service de l'Union Française. Seule la France avait le commandement des opérations militaires.

Novembre 1953 : Dien Bien Phu occupé à partir des bases Lao.

La province de Thakkek et une partie de Savannakhet sont libérées, lors de la campagne du Moyen Laos, menée en coordination avec les volontaires vietnamiens. D'autres campagnes font que la moitié du Laos est désormais libre. Durant la bataille de Dien Bien Phu, le Laos représente une base importante de ravitaillement pour les colonialistes français. Mais beaucoup de colonnes de renforts sont interceptées par l'armée Pathet Lao coordonnée avec les guérilleros.

## II. — DEPUIS LES ACCORDS DE GENEVE.

1954 : Signature des accords de Genève qui reconnaissent l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Laos. L'armée Pathet Lao, bien que victorieuse, accepte de se regrouper dans les deux provinces de Sam Neua et de Phong Sa Ky. L'administration de ces deux provinces est confiée au gouvernement de la résistance en attendant les élections générales libres pour désigner une assemblée nationale et un gouvernement national unique.

A Genève, les Américains qui fournissaient une aide directe au gouvernement fantoche dès 1951, refusent de signer les accords. Foster Dulles va fonder un nouveau bloc militaire d'agression, l'O.T.A.S.E. Bedell Smith, son successeur à Genève, fait néanmoins de grosses promesses qu'Eisenhower fera s'envoler dès le lendemain : « Les Etats-Unis n'ont pas été partie aux décisions prises par la Conférence et ne sont pas liés par elles. » Dans la tentative U.S. de saboter l'exécution des accords de Genève, on peut distinguer deux étapes : 1954-1962, 1962-aujourd'hui.

1956 : L'armée Pathet Lao brise toutes les attaques lancées par 11 bataillons fantoches contre les zones libérées.

1957 : Accords de Vientiane entre le Néo Lao Haksat (anciennement Néo Lao Itsala) et le gouvernement royal en vue de la formation d'un gouvernement d'Union nationale.

1958 : Le triomphe du Néo Lao Haksat aux élections complémentaires, impulse un large mouvement de masse dans les centres urbains. Les milieux U.S. sont « profondément inquiets ».

Avril-septembre 1959 : 40 villages incendiés, 17 assassinats et 237 arrestations à Xieng Khouang. 7 000 habitants de Sam Neua, Luang Prabang et Vientiane, sont envoyés en camp de concentration.

Fin octobre 1959 : A Vientiane, les fantoches tentent d'annuler les deux bataillons Pathet Lao. Les principaux dirigeants du Néo Lao Haksat sont arrêtés. Le 2<sup>e</sup> bataillon, avec l'appui de la population, brise l'encerclement. Les dirigeants regagnent la zone libre.

9 août 1960 : Les neutralistes prennent le pouvoir contre la faction pro-U.S. et connaissent un rapide succès grâce au soutien du peuple dont ils traduisaient les profondes aspirations à la paix, à l'indépendance authentique et à l'exécution stricte des accords de Genève. Le coup d'Etat et la franche collaboration entre le Néo Lao Haksat et les forces

neutralistes ouvraient des perspectives de paix, d'indépendance et de concorde nationale. Les échecs répétés, subis par la clique pro-U.S. tant à Vientiane que dans la Plaine des Jarres et les échecs sur le plan politique dans tout le pays, les obligent à accepter en 1961 une solution politique : juin 1961 : rencontre tripartite à Zurich ; juin 1962 : rencontre de la Plaine des Jarres, Accords de Genève sur le Laos.

Une déclaration commune définit les principes de formation d'un gouvernement d'Union nationale tripartite. Y sont réaffirmés l'indépendance, la souveraineté, l'unité, l'intégrité territoriale et la neutralité du Laos.

Mais les impérialistes U.S. ont foulé les Accords de Genève de 1962 comme ils l'avaient fait pour ceux de 1954. Ils mènent la guerre spéciale, introduisent des milliers de conseillers militaires et des centaines d'« experts » philippins, sud-vietnamiens, thaïlandais, japonais et tchangkaïtchekistes. Cette armée de mercenaires, principal instrument de la guerre spéciale U.S. au Laos est renforcée par des bataillons d'infanterie et d'artillerie thaïlandais, des détachements de commandos et de transmissions sud-vietnamiens introduits dans le plus grand secret.

Par ailleurs, l'aviation U.S. intervient à partir des bases de Thaïlande du Sud-Viêt-nam et des porte-avions de la 7<sup>e</sup> Flotte, lançant bombes, roquettes et produits chimiques toxiques sur les zones libérées. Mais cette guerre de destruction a également fait fiasco. Le mythe de la suprématie aérienne américaine s'est effrité.

19 avril 1964 : Coup d'Etat manipulé par les U.S.A. ; ce gouvernement fantoche soi-disant tripartite légalise l'intervention U.S. au Laos. Le Néo Lao Haksat et les forces neutralistes patriotes, s'appuyant sur l'opinion du peuple Lao et sur les principes des Accords de 1954 et 1962, dénoncent l'illégalité de ce gouvernement.

1964-1969 : Les Américains intensifient la guerre spéciale et la guerre de destruction par bombardements. Ils rencontrent une résistance opiniâtre et organisée qui leur inflige des échecs répétés sur le terrain. Sur le plan aérien, plus de 1 000 avions abattus durant ces 5 années.

A ce propos, le tribunal Russell a reconnu que la moyenne de tonnage de bombes déversées sur les zones libres du Laos dépasse dans certains cas la moyenne atteinte au Viêt-nam. Depuis 1968, les bombardements U.S. ont quintuplé.

« Selon l'hebdomadaire Newsweek, les bombardiers américains attaquent les positions communistes au Laos avec beaucoup plus d'intensité qu'ils ne l'ont fait au Viêt-nam du Nord.

Bien que le détail de ces opérations soit un secret militaire, la revue estime qu'elles coûtent 1 milliard de dollars. » (Le Monde, 28.3.68).

## CONCLUSION

« La chasse aux avions U.S. est devenue au Laos un large mouvement de masse. Les unités d'artillerie, des forces régionales, des milices populaires et guérilleros ont tous accompli de brillants exploits. » KPL (Agence de Presse du NLH).

Pour vaincre l'ennemi impérialiste puissant et bien équipé, un petit pays agricole et arriéré comme le Laos, adopte la stratégie et la tactique de la guerre du peuple. Mobilisation de tout le peuple dans une guerre de longue durée et portant sur tous les domaines militaire, politique et économique. Le peuple s'est doté d'une armée révolutionnaire où sont représentées toutes les nationalités. La production est développée grâce aux brigades d'entraide. L'enseignement progresse. Il est dispensé en langue maternelle. Un certain nombre de minorités nationales ont inventé leur propre écriture.

Ateliers mécaniques, de tissages, forges, pharmacies, imprimeries sont apparus. L'extraction du sel, la poterie et la menuiserie ont reçu une impulsion nouvelle.

Plus de 700 km de routes carrossables ont été construites.

La prostitution, le jeu, l'opium sont liquidés. La médecine au service du peuple, conjuguant les méthodes traditionnelles et modernes, couvre l'essentiel des besoins. Le taux de la mortalité infantile baisse sensiblement.

Ainsi donc, au moment où les impérialistes font des soi-disant propositions de paix, tout en déversant des millions de tonnes de bombes (29 000 sorties aériennes dans les 6 premiers mois de 1969) ; au moment où les Forces Patriotiques Laos, ayant étendu et consolidé les zones libérées, isolent l'ennemi dans les villes où la lutte politique, par ailleurs, se développe,

— LE F.P.L. CONDUIRA LE PEUPLE LAO A LA VICTOIRE FINALE !  
— A BAS L'IMPERIALISME !  
— VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

Des Amis du Peuple Lao.

Demandez au Centre Information Vietnam, 17, rue du Sentier, les documents suivants des éditions du Néo Lao Haksat (1 F chaque) :

- ★ ● DECLARATION DU NEO LAO HAKSAT.
- L'IMPERIALISME AMERICAIN, SABOTEUR DES ACCORDS DE GENEVE DE 1962
- A TRAVERS LA ZONE LIBEREE LAO.
- DIGNES ENFANTS DU PEUPLE LAO.
- BRUINE EN FORET ET PHOUKOUT,

## ÉDITORIAL (suite de la page 1)

Et nous pensons qu'en ce domaine les enseignements de la Grande Révolution Culturelle prolétarienne chinoise, concentrés dans le rapport du vice-président Lin Biao, jaillies de l'expérience dirigée par Mao Tsé-toung et théorisées par lui au cours de quarante années de pratique révolutionnaire, sont parfaitement applicables aux réalités françaises actuelles. La bataille doit être menée avec une fermeté absolue contre les dirigeants révisionnistes, ils doivent être dénoncés sans pitié pour ce qu'ils sont, des traîtres à la classe ouvrière, avec à l'appui des preuves nombreuses et faciles. Mais en ce qui concerne l'immense majorité des militants, adhérents et sympathisants qu'ils trompent et tentent de continuer à tromper, il n'est d'autre moyen efficace et juste que la discussion, la persuasion, la conviction. C'est là une attitude infiniment plus difficile à observer que celle plus simple qui consiste à les attaquer physiquement, à les écraser de coups, à limiter en somme ce que leurs dirigeants exigent d'eux contre les marxistes-léninistes dans le but de n'avoir pas à répondre à leurs arguments irréfutables !

Dans cet esprit que nous savons conforme aux enseignements de nos camarades chinois et à la pensée Mao Tsé-toung, nous avons publié le 14 mai dernier, un « Appel » destiné aux adhérents et militants de base, ainsi qu'aux électrices et aux électeurs du Parti communiste français. Dès cette date, soit plus de deux semaines avant le premier tour de scrutin et plus d'un mois avant les résultats du second tour, cet appel disait exactement ceci :

« ... Dans la bataille électorale qui s'engage, votre courage, votre dévouement, votre ardeur seront vains. A quoi serviront-ils en définitive ? Tout est préparé par la bourgeoisie des monopoles pour assurer le triomphe de Pompidou par la duperie des élections !... »

Les marxistes-léninistes rédacteurs de ce texte n'étaient nullement des prophètes, mais ils ne se sont absolument pas trompés parce qu'ils disposaient de l'infaillible boussole du socialisme scientifique. Depuis lors, certains adhérents du P.C.F. qui avaient lu ces lignes ont reconnu le bien-fondé et accepté de poursuivre plus avant la discussion avec des militants de l'avant-garde marxiste-léniniste. D'autres ont rejoint nos C.D.H.R. Par contre, certains étudiants et professeurs qui se réclament du marxisme-léninisme et du drapeau rouge de la pensée de Mao Tsé-toung ont une conception différente, et estiment devoir engager contre les militants révisionnistes une lutte systématiquement violente, sans distinguer adhérents de base et dirigeants. Ils vont même plus loin en organisant des actions en direction de la classe ouvrière qui ne nous paraissent nullement de nature à convaincre les travailleurs.

Il est vrai que ces militants d'une gauche qui s'affirme prolétarienne (?) étaient naguère dans les rangs d'une organisation étudiante qui pratiquait avec tout autant d'assurance une ligne foncièrement droitiste se rattachant à ce que Lénine dénonçait sous le vocable « d'économisme ». Aujourd'hui, ils ont changé de cap, radicalement, puisqu'au lieu de crier « Vive la C.G.T. ! », ils l'attaquent violemment, sans discernement et sans s'efforcer d'effectuer une analyse concrète de ce qui se passe à l'intérieur de ses rangs. Ils substituent un certain terrorisme, dont ils se vantent d'ailleurs, à leur ancien économisme. Nous aurons l'occasion d'expliquer dans le détail en quoi ils continuent à se tromper gravement, et contribuent à promouvoir le contraire de ce qu'ils visent, en quoi ils dénaturent le marxisme-léninisme et pensée de Mao Tsé-toung et les font passer pour ce qu'ils ne sont pas aux yeux de notre peuple. Mais dès maintenant, nous nous permettrons de signaler à leur sujet qu'il convient de relire avec attention certains passages de Lénine, par exemple les pages 427 et suivantes du tome 5 des œuvres (« Que faire ? », paragraphe d : « Ce qu'il y a de commun entre l'économisme et le terrorisme »).

Ainsi, comme nous venons de le voir, les enseignements tant de Lénine que de Mao Tsé-toung sont de nature à nous aider puissamment à trouver de justes réponses aux problèmes de toutes natures qui nous sont posés.

La stratégie révolutionnaire dans des pays comme le nôtre bénéficie des apports considérables du mouvement communiste international. Elle n'aura d'efficacité décisive que dans la mesure où les principes éprouvés en d'autres lieux et dans d'autres circonstances sauront être retenus et préservés d'une part, appliqués aux conditions nationales spécifiques de notre pays et de notre temps d'autre part. L'expérience enrichira de ses fruits propres la théorie.

Cependant, dès maintenant, n'est-il pas possible d'examiner plus avant quelques problèmes fondamentaux ? Notre travail sur le front idéologique est demeuré très insuffisant depuis notre premier numéro.

Par exemple nous pouvons constater un bouillonnement idéologique important déclenché depuis 1963 par les marxistes-léninistes et accentué depuis mai 1968, en particulier sur la question du passage du capitalisme au socialisme. Rejetant sans réserve les élucubrations révisionnistes sur la « voie pacifique », des théories multiples, souvent contradictoires, sont avancées, bien souvent sans qu'ait été au préalable approfondie une véritable analyse de la situation concrète des classes sociales en France. Afin de préparer avec sérieux un travail collectif sur ce point fondamental, nous proposons à nos camarades, amis et lecteurs quelques lectures préalables à l'effort

théorique qui concerne directement la situation française actuelle. Par exemple, nous conseillons de relire :

— La préface à l'édition allemande de 1883 du « Manifeste du Parti communiste » signée de Friedrich Engels à Londres, le 28 juin 1883.

— Puis toute une série de textes dus à la plume de Mao Tsé-toung :

« La démocratie nouvelle », « Du gouvernement de coalition », « La dictature démocratique populaire » et le « Rapport à la 2<sup>e</sup> session du Comité central issu du 7<sup>e</sup> Congrès du P.C.C. ».

— Enfin la petite brochure constituée par un article des rédactions du « Hongqi » et du « Renmin Ribao » en date du 15 août 1967 présenté sous le titre « voie socialiste ou voie capitaliste ? ».

Nous serons amenés nous mêmes à préciser notre point de vue sur cette question, dont nombre de groupes d'intellectuels se sont légitimement emparés, aboutissant malheureusement, et selon nous, à des positions fondamentalement erronées.

Peut-être ces questions paraissent-elles, à certains lecteurs, éloignées des réalités concrètes issues du deuxième tour de scrutin des élections présidentielles, de la victoire de Pompidou voulue tant par l'impérialisme français en crise, que par l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, de la mise en place du nouveau gouvernement réactionnaire de Chaban-Delmas. Nous pensons qu'en fait c'est l'inverse, nous sommes bel et bien en pleine actualité.

L'attitude à observer vis-à-vis des masses ouvrières encore trompées par les dirigeants révisionnistes, et peut-être doublement abusées par l'abstention préconisée au second tour par le P. « C. » F., l'approche de ces masses désorientées par la complexité d'une situation où les dirigeants du P. « C. » F. jouent un rôle actif en faveur de la bourgeoisie au pouvoir, prenant en cela de manière fort remarquable le relai, nettement visible sur le plan électoral, de la vieille social-démocratie qui s'effondre, la question fondamentale du passage du capitalisme au socialisme dans un pays occidental soumis au capitalisme monopoliste d'état, voilà bien qui concerne dans l'immédiat notre classe ouvrière, notre peuple, notre pays. L'Humanité Rouge, hebdomadaire d'études marxistes-léninistes, dont la mission est inséparable des luttes en cours, vous appelle à contribuer de toutes vos forces à son rayonnement et à l'accomplissement victorieux des tâches qui lui incombent, tâches qu'il ne pourra mener à bien qu'avec le concours actif de tous les militants et sympathisants marxistes-léninistes, qu'avec le soutien constant de tous ses lecteurs.

H. R.

# TRAVAILLEURS, DÉJOUÉZ LES MANŒUVRES RÉVISIONNISTES !

Les farces électorales des 1<sup>er</sup> juin et 15 juin nous montrent concrètement que le bulletin de vote n'est qu'une illusion. Cette mascarade terminée (mascarade de la petite poignée de capitalistes qui détient le pouvoir et, de leurs alliés objectifs révisionnistes et réformistes), on ne peut tromper indéfiniment la classe ouvrière.

Il faut rejeter ces illusions sur l'électoratisme, sur cette prétendue voie pacifique, préconisée par les social-traitres et bien voir les problèmes de lutte de classe en face.

Hier De Gaulle représentant des monopoles a été balayé par le référendum du 27 avril, mais le système capitaliste, d'exploitation de l'homme par l'homme reste en place.

Aujourd'hui, comme hier d'ailleurs, Pompidou poursuit, continue avec les mêmes hommes, et il ne peut en être autrement de la politique du capitalisme monopoliste d'Etat.

Les contradictions irréductibles ne peuvent que s'accroître entre la classe ouvrière, qui est la plus importante, la plus conséquente et crée les richesses du pays, et la bourgeoisie réactionnaire, minorité dominante du moment qui a, à son service, une police de répression, grassement payée. Cette lutte de classe deviendra de plus en plus aiguë.

Le processus de répression, de fascisation, mis en place par les Foccard, Frey, Marcellin et autres hommes de main du pouvoir doit être largement dénoncé.

C'est en mobilisant les larges masses, pour répondre du tac au tac à tout acte répressif, aussi bien à l'usine qu'à l'université, et dans les quartiers populaires, que l'unité de combat de la classe ouvrière se forgera. Pour cela, la lutte idéologique doit être menée fermement sur les principes, c'est par la persuasion qu'un à un nous arracherons les ouvriers au révisionnisme, courant encore dominant dans la classe ouvrière.

Souvenons-nous que c'est la sociale-démocratie qui a fait le lit du fascisme.

Citons ici une lettre reçue cette semaine d'un correspondant :

## LA NOUVELLE ETAPE

« Etienne Fajon (révisionniste notoire), en conclusion d'un article intitulé : « la nouvelle étape » et portant sur les résultats du 1<sup>er</sup> tour, expose les idées suivantes :

— « L'épisode de l'élection présidentielle passé, il

faut maintenant songer à la nouvelle étape car l'élection ne règlera rien. »

« Notre parti, fort des millions de suffrages qu'il vient d'obtenir sur le nom de Jacques DUCLOS, continuera de mettre sa puissance inentamée et son influence croissante au service des travailleurs et de l'union des forces démocratiques, nécessaire à leur victoire commune. »

Ainsi le P.« C. » frustré de sa pâture électorale nous annonce une « nouvelle étape » vers quoi ? Sans doute pas vers le socialisme ! Lorsque le P.« C. », par la voix d'Etienne Fajon déclare : « L'élection ne règlera rien », cela ne veut pas dire qu'il condamne la thèse « du passage pacifique ». Il ne condamne nullement la voie électoratiste, bien au contraire.

Il faut replacer cette parole dans son contexte historique ; cela veut tout simplement dire que le choix entre Poher et Pompidou n'aboutira à rien (ce qui est juste). Alors que ce même choix effectué entre un candidat réactionnaire et Duclos s'il avait désigné ce dernier à la présidence de la république, aurait fait franchir un grand pas en direction du socialisme.

Prétendre que l'élection d'un candidat présenté par le P.« C. » peut résoudre les problèmes sociaux et établir le socialisme en France, c'est bercer la classe ouvrière d'illusions et trahir ainsi ses intérêts. C'est détourner le prolétariat de la vraie lutte révolutionnaire qui se mène dans les usines et non dans les urnes.

Etienne Fajon nous promet ensuite que le P.« C. » fort de ses suffrages va relancer, dans une nouvelle étape la lutte dans les entreprises.

Souvenons-nous que les dirigeants révisionnistes en mai 1968 et juin 1969 ont trahi la classe ouvrière en plaçant les luttes sur le terrain de la bourgeoisie, cachant ainsi au peuple le besoin vital d'une organisation révolutionnaire afin de répondre au fascisme de l'Etat bourgeois en France. Après de telles trahisons le P.« C. » ne peut rien faire pour le prolétariat qui d'ailleurs a de moins en moins confiance en lui. Cependant la tactique des révisionnistes est simple : ne voulant pas se couper de leur base, ils annoncent de nouvelles luttes de grande envergure pour apaiser le mécontentement populaire.

Ne nous y trompons pas camarades ! Ne voulant pas voir réapparaître une série de « grèves sauvages » qu'ils ne contrôlèrent pas puisque menées par la base seule, le P.C. et la C.G.T. vont déclencher toute une série de « grèves soupapes » de 24 heures et déve-

lopper les négociations stériles avec le patronat. Ceci afin d'endiguer l'élan révolutionnaire des masses... »

Il est remarquable que dès le 18 juin, les dirigeants révisionnistes du bureau de la C.G.T. donnent le ton, bien entendu le ton des négociations :

« Le contentieux de Tilsitt demeure et s'est alourdi, il convient donc d'exiger fermement l'ouverture de négociations véritables portant sur les revendications fondamentales des travailleurs. »

Il montre bien qu'ils pensent continuer à freiner les luttes, c'est pourquoi, ils réclament « l'ouverture de négociations » et ne parlent pas des luttes à mener, ou des luttes menées actuellement dans la sidérurgie en Moselle, chez Ericsson en Seine-Maritime, chez les tramotins à Strasbourg, chez Profil aux Mureaux, D.B.A. en Haute-Loire et dans le Puy-de-Dôme, etc.

Cela nous montre une fois de plus leur dégénérescence qui ne peut aller qu'en s'accroissant, la recherche de « discussions » avec les capitalistes, mais la classe ouvrière a déjà vérifié cet avertissement de Karl Marx :

« Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure... »

Reprenons pour terminer la lettre de notre correspondant :

« ...Soyons vigilants car les révisionnistes accentuent le processus de fascisation. N'ayant pas réussi à isoler les militants révolutionnaires qui l'ont démasqué et dénoncé, le P.« C. » n'a plus qu'une solution : les réduire au silence et cela par tous les moyens (cf. l'agression de type fasciste orchestrée contre R. Casas).

Nous ne devons rien attendre des traîtres à la classe ouvrière qui tentent de « reprendre en main » un prolétariat devenu trop combattif au goût de la bourgeoisie française soutenue par la clique des dirigeants P.« C. » F. - C.G.T.

Plus que jamais nous devons compter uniquement sur nos propres forces.

— Préparons-nous à l'action.

— Organisons-nous à la base.

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION.

ORGANISONS-NOUS, FORMONS OU RENFORÇONS NOS COMITES DE BASE.

## QUAND LES MAIRES REVISIONNISTES MAJORETTISENT

M. Sacconi, maire révisionniste de Villerupt (Meurthe-et-Moselle), n'est pas encore remis de sa colère. Le 11 mai dernier, une festivité importante devait se tenir dans sa commune. « Le championnat des Majorettes Lorraine-Ardenne ».

« Du pain et des jeux », disaient les Romains, qui s'y connaissent. Eux, ils disent : « Des jeux... pour le pain, on verra ».

Mais n'en déplaise à Sacconi et ses acolytes, il y a encore, à Villerupt comme ailleurs, des communistes que la « culture » du pays du Ku Klux Klan et de la C.I.A. laisse de glace. Plusieurs groupes de ces camarades ont donc donné la parole aux murs de Villerupt. Et le lendemain, Sassoni pouvait y lire en caractères suffisamment gras, une multitude de slogans tels que ceux-ci :

Non aux majorettes, oui à la lutte de classes !

Majorettes go home !

Majorettes made in U.S.A. !

Majorettes, loisirs bourgeois !

Eduquons, ne majorettons pas !

Furieux, ces messieurs de la mairie ont déposé une plainte. Ils ne se souviennent plus de l'époque où, eux-mêmes, faisaient parler les murs. « A bas le pacte atlantique ! » « U.S. go home ! » C'est loin tout cela ! Maintenant, le P.« C. » F. a pignon sur rue...

Mais M. Sacconi a aggravé son cas, en prononçant à son « cher » (dans les deux sens du mot) championnat des Majorettes, un discours qui a dû stupéfier même ceux de ses auditeurs disposés à tout entendre, même le pire. Jugez plutôt. Ironisant sur les « censeurs révolutionnaires », M. le maire ricane :

« S'il fallait suivre ces censeurs révolutionnaires dans cette voie, ne faudrait-il pas, logiquement, s'écrire aussi : Non à un bon repas. Non à un bon verre de vin. Non à un beau spectacle. Non à l'amour. Non au repos réparateur. Vive la lutte des classes, permanente, rigoureuse, ascétique. »

Bien sûr, pour ce qui est de l'ascèse, Sacconi préfère en laisser le privilège exclusif aux « manœuvres légers », et il continue, de plus en plus fort :

« Et, tout aussi logiquement : Non au paratonnerre made in U.S.A. ou non au 1<sup>er</sup> mai made in U.S.A. ou encore non à la pénicilline made in U.S.A. »

Si après cela vous n'êtes pas convaincus !

Mais après l'Amérique, mère des arts

ET MAINTENANT... QU'EST-CE QU'ON FAIT ?



(majorettes), il est normal que Sacconi en vienne à l'unique objet de son ressentiment. Oyez plutôt :

« S'imaginent-ils que la France socialiste de demain sera sévère et austère et drapée de la tête au pied dans une toile de drap grossier. »

Là, M. Sacconi va chercher sa « ligne » dans le « Monde » et « France Soir ». « Les fourmis bleues » de Mao, le bol de riz pour trois et le pantalon pour cinq... Les édiles révisionnistes volent bas, en Lorraine !

Le visage du « socialisme » selon Sacconi et ses maîtres, c'est l'uniforme de majorettes (et la suite...) pour les filles, le « retroussons nos manches » pour les gars, le décervelage pour tous. Le visage du « socialisme », c'est la tête de faux-témoin de Duclos, sur fond de fanfares et de cuisses agitées en cadence devant des bureaucrates congestionnés.

Et ils sont tout étonnés que les communistes véritables les vomissent. Ils seront encore plus étonnés quand les travailleurs les prendront par la peau du cou !

Ça ne tardera pourtant guère !

Correspondant H. R.

« Aucune réforme de structure, aucune nationalisation, n'est valable dans le cadre de la démocratie bourgeoise » (Duclos, 1935).

« Le programme de cette démocratie avancée aurait pour tâche centrale la nationalisation progressive des industries monopolisées et des grandes banques » (Duclos, 68).

## QUI A CHANGÉ ?

### • LA BOURGEOISIE ?

— Dès 58, la bourgeoisie augmente son emprise sur l'appareil d'Etat (« Pouvoir personnel » de De Gaulle), afin d'avoir les mains libres pour renforcer et développer ses monopoles (Dassault est député gaulliste, Pompidou fondé de pouvoir de Rothschild).

— Elle renforce en même temps sa police, son armée, pour appuyer sa dictature.

— Il ne faut pas s'y tromper, c'est plus que jamais par la force que la bourgeoisie exerce son pouvoir sur les travailleurs.

### • LE P.C.F. ?

— La lutte essentielle pour le P.C.F. c'est, aujourd'hui, les élections de la bourgeoisie ; pour quelques voix de plus, il est prêt à brader les luttes des travailleurs (Mai 68 - Tilsitt - 1<sup>er</sup> Mai 69).

— Il prétend s'allier contre les monopoles avec les sociaux Mollet, Mitterand, Deferre, bons et fidèles larbins de la bourgeoisie et assassins des mineurs grévistes (53).

— Ils prétendent « ouvrir la voie au socialisme » par la nationalisation des monopoles. Duclos a-t-il oublié ce qu'il disait en 1935 : « Le but des communistes, c'est de renverser le capital et non de l'aménager ».

QUI EST COMMUNISTE : DUCLOS 1935 ?

DUCLOS 1969 ?

Non, nous ne soutiendrons pas ceux qui renient leurs justes principes.

— A BAS LES ELECTIONS DE LA BOURGEOISIE !

— RENFORÇONS LES LUTTES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL !

(Affiche du C.H.R. Le Mans.)